

OBSERVATOIRE DE L'ECONOMIE DE L'ENERGIE ET DES MATIERES PREMIERES

L'Observatoire de l'Economie de l'Energie et des Matières Premières (OEEMP) du Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie dispose d'un Centre de Documentation chargé de rassembler et d'analyser l'information relative aux matières minérales publiée dans la presse et les revues spécialisées.

La revue ECOMINE, réalisée conjointement par l'Observatoire et le BRGM, diffuse les informations sélectionnées dans la presse pour leur intérêt général. La revue comporte cinq grandes rubriques sur l'actualité des minéraux et des métaux :

- **informations générales** avec trois volets : cours et tendances des métaux ; fondamentaux de l'économie mondiale ; dossiers et faits d'actualité ;
- **informations sectorielles**, y compris les eaux minérales et le recyclage ;
- **questions multilatérales**, rubrique centrée sur les procédures antidumping ;
- **les Etats**, du point de vue de l'exploitation de leurs ressources ;
- **les entreprises**, en ce qui concerne leur stratégie, leurs actions en cours, leurs résultats passés et à venir.

Le Centre de Documentation de l'Observatoire de l'Economie de l'Energie et des Matières Premières (61, Bd Vincent Auriol – 75013 PARIS) est ouvert au public et répond à toute demande d'information.

HEURES D'OUVERTURE AU PUBLIC

Du lundi au vendredi : 9h 30 à 17 h 00

RESPONSABLE DU CENTRE DE DOCUMENTATION

Madame Michèle LOURY – Tél. : 01.44.97.27.48

CHARGE DE L'ACCUEIL

Monsieur Patrick JAROUSSEAU – Tél. : 01.44.97.27.38

CHARGE DE LA REALISATION D'ECOMINE

Monsieur Jean-Michel EBERLE (BRGM) – Tél. : 02.38.64.34.83 – e-mail : jm-eberle@brgm.fr

Presse du 25 mars au 25 avril 2002

SOMMAIRE

p. 1 INFORMATIONS GÉNÉRALES

p. 1 Cours et tendances

- Métaux précieux : l'or au-dessus de 300 \$ l'once, hausse du platine
- Métaux de base : les marchés frémissent avec le nickel au-dessus de 7 000 dollars la tonne

p. 2 Fondamentaux

- Economie mondiale : le FMI parie sur la reprise
- Chine et Inde : développement économique contrasté des deux géants asiatiques

p. 5 Dossiers et faits d'actualité

- Acier : poursuite du conflit commercial entre les Etats-Unis et l'Union Européenne
- Affaire Sumitomo : six ans après
- BHP Billiton : expansion tous azimuts
- Emetra cesse ses activités
- Australie : boom de l'industrie minière

p. 8 INFORMATIONS SECTORIELLES

p. 8 Métaux de base

- Aluminium : Pechiney au 1^{er} plan dans l'affaire du rachat des actifs aluminium de Corus
- Cuivre : expansion de Codelco, N°1 chilien et mondial du cuivre, en Amérique du sud
- Etain : le cours de l'étain au-dessus de la barre des 4 000 \$/t
- Fer et Acier : BHP Billiton va développer son projet de fer de Pilbara (Australie)
- Plomb-Zinc : les régions occidentales de Chine produiront bientôt 0,5 Mt/an de zinc

p. 15 Métaux d'alliage

- Antimoine : hausse du prix de l'antimoine chinois
- Chrome : menace d'une hausse des charges de traitement au 3^{me} trimestre

➤ Cobalt-Nickel : état d'avancement du projet néo-calédonien de Goro Nickel

➤ Magnésium : General Motors initie de nouveaux développements technologiques pour l'utilisation du magnésium

➤ Tungstène : la surcapacité de production inquiète les Chinois

p. 18 Métaux spéciaux

➤ Silicium : raffermissement des prix ... en attendant la décision de l'I.T.C. américaine

➤ Terres Rares : les terres rares, une substance stratégique avec un monopole chinois des approvisionnements

➤ Titane : un important acteur intégré dans les sables à minéraux lourds : l'Australien TiWest

➤ Uranium : les producteurs occidentaux ont augmenté leur production en 2001

p. 22 Diamant et métaux précieux

➤ Diamant : pas de certification définie pour lutter contre les diamants sales

➤ Argent : les exportations d'argent russe ont explosé en 2001, mais ...

➤ Or : annonce des ressources du gisement australien de Telfer

➤ Palladium-Platine : réduction de 50 % des besoins en palladium chez Ford qui céderait son excédent à Norilsk ?

p. 25 Minéraux industriels et Matériaux de construction

➤ Ciment : objectif Yougoslavie pour Lafarge

➤ Calcaire broyé pour charge : les matières premières secondaires vont arriver sur le marché

➤ Charges dans les P.V.C : le recyclage par séparation des composants va changer la donne

p. 27 Eaux minérales

➤ Perrier Vittel devient Nestlé Waters et doit augmenter sa rentabilité

➤ Les centres Leclerc se lancent dans l'eau de source

p. 28 Négoce et recyclage

➤ La directive européenne sur le recyclage des déchets électroniques bientôt adoptée

➤ Déchets électroniques américains : objectif mise en décharge déguisée en Chine et dans le tiers-monde

➤ Amiante libre : une réglementation qui évolue, un marché important

p. 31 QUESTIONS MULTILATÉRALES

➤ Acier : Russie, une adhésion à l'OMC ne fait pas l'unanimité chez les sidérurgistes

➤ Manganèse : 2 compagnies demandent une levée des taxes américaines sur le manganèse africain

➤ Silicium : expiration de certaines mesures anti-dumping

p. 34 LES ETATS

➤ Afrique du Sud, Angola, Brésil, Chili, Chine, Ghana, Groenland, Guinée Equatoriale, Inde, Liberia, République Démocratique du Congo, Russie, Venezuela, Zambie

p. 40 LES ENTREPRISES

➤ Alcan, Alcoa, Arcelor, Anglo American, Ashanti, Corus, CVRD, Eramet, Inco, Pechiney, Rio Tinto, ThyssenKrupp, Xstrata.

p. 44 CARNET

p. 46 ECO-NOTE

➤ Crise du téléphone portable, ses répercussions sur la filière tantale, par C. Hocquard et R. Pelon, BRGM

➤ Xstrata plc : naissance à Londres d'une nouvelle major diversifiée, par C. Hocquard, BRGM

TABLEAU DE BORD DES COURS ET TENDANCES

Métaux précieux

(London fixing price)

	Rappel moyenne 1997	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Avril haut	Avril 2002 moyen 01-23	Avril bas	Rappel mars	Tendance avril-mars
	US\$/oz	US\$/oz	US\$/oz	US\$/oz	US\$/oz	US\$/oz	US\$/oz	US\$/oz	US\$/oz	%
Argent	4,905	5,548	5,216	4,95	4,354	4,445	4,56	4,7	4,53	+ 0,66 %
Or	331,02	294,24	278,98	279,11	273,22	290,3	301,35	304,95	294,2	+ 2,37 %
Platine	395,23	372,15	377,93	544,03	514,27	510	538,42	559	511,9	+ 4,93 %
Palladium	178,04	284,83	358,02	680,79	539,44	362	371,16	393	374,5	- 0,91 %

Métaux de base et d'alliage

(London LME)

	Rappel moyenne 1997	Rappel moyenne 1998	Rappel moyenne 1999	Rappel moyenne 2000	Rappel moyenne 2001	Avril haut	Avril 2002 moyen 01-23	Avril bas	Rappel mars	Tendance avril-mars
	US\$/t	US\$/t	US\$/t	US\$/t	US\$/t	US\$/t	US\$/t	US\$/t	US\$/t	%
Cuivre	2276	1653	1574	1814	n.d	1646,5	1586,16	1551	1604,13	- 1,13 %
Plomb	628	531	505	461	n.d	487	473	466	479,38	- 1,35 %
Zinc	1310	1034	1084	1032	n.d	831,5	807,11	791,5	813,63	- 1,43 %
Etain	5654	5510	5405	5447	n.d	4095	4013,44	3930	3836,75	+ 4,40 %
Aluminium	1608	1366	1362	1549	n.d	1388,5	1367,31	1338	1404,60	- 2,73 %
Nickel	6964	4652	6052	8542	n.d	7150	6930,94	6625	6534	= 5,73 %

Etat des Stocks

(LME)

	Fin 2000	Fin 2001	Fin janvier 2002	Fin février 2002	Fin mars 2002	Fin avril 2002 01-23	Tendance avril-mars
	t	t	t	t	t	t	%
Cuivre	357 225	799 225	855 275	910 600	930 275	966 600	+ 3,77 %
Plomb	130 650	97 700	134 475	125 050	123 425	141 900	+ 13,02 %
Zinc	194 775	433 350	470 750	491 825	515 950	543 500	+ 5,07 %
Etain	12 885	30 550	34 150	35 690	35 730	36 925	+ 3,34 %
Aluminium	321 850	82 1850	857 675	928 450	1 014 100	1 076 725	+ 5,82 %
Nickel	9 678	19 188	24 486	21 420	17 382	19 242	+ 9,67 %

INFORMATIONS GENERALES

1. COURS ET TENDANCE

- Métaux précieux : l'or au dessus de 300 \$ l'once, hausse du platine

Profitant d'une série de facteurs essentiellement conjoncturels, tels que la situation au Moyen Orient et la baisse du dollar, l'or s'est installé assez durablement en avril au-dessus du seuil des 300 \$/once. Au Japon, la demande d'or physique et la spéculation sur les futures et les options au Tocom ont également contribué à la hausse des cours, incitant même le courtier Goldman Sachs à relever de 5,2 % ses prévisions de prix moyen pour l'année à 300 \$/once. Cette petite hausse (car il n'y a pas de véritable ruée sur l'or de la part des investisseurs) pourrait se confirmer dans les mois à venir, d'autant plus qu'il y a moins d'opérations de couverture (ce qui diminue l'offre future) de la part des producteurs et que les banques centrales européennes semblent vouloir continuer à vendre leur réserves de façon disciplinée.

Profitant également d'une série de facteurs conjoncturels, le platine s'est rapproché des 570 \$/once, soit environ 20 % de hausse par rapport au début 2002. Les causes de cette hausse sont, dans l'ordre ou le désordre suivant les opinions des analystes, le renouvellement des stocks par les utilisateurs, les prises de positions des fonds d'investissement, la forte demande chinoise, l'absence de ventes significatives de Russie et enfin, la grève en cours chez Anglo Platinum. Concernant la demande des utilisateurs, soit pour le re-stockage, soit pour l'utilisation immédiate, on constate une forte hausse des emprunts de platine qui ont fait grimper les taux d'intérêt sur le platine à 15 % en avril contre 5 % au début de l'année. Quant aux fonds d'investissement, ils ont été surpris par la hausse et se sont trouvés à découvert ; certains de ces fonds sont en train de prendre d'importantes positions longues (acheteur). Sur la base des fondamentaux du platine (cf. Ecomine de mars), il est peu probable que cette hausse des cours sera durable, d'autant plus que les Russes pourraient entrer sur le marché au prix actuel et que les Chinois substituent l'or gris au platine dans la bijouterie si ce dernier devient trop cher.

(La Tribune : 19/04/2002 ; Les Echos : 19/04/2002 ; HSBC Precious Metals Outlook : 19/04/2002)

- Métaux de base : les marchés frémissent avec le nickel au-dessus de 7000 \$ la tonne

Nickel

Parmi les métaux de base, c'est le nickel qui tient la vedette en ce mois d'avril, avec une hausse à près de 7200 \$/t. Le marché est tendu, avec une baisse du « contango » (différentiel entre le prix à trois mois et le prix spot) à 20 \$/t contre un niveau habituel de 150 \$/t. Ceci est du, en partie, à une annonce de Norilsk selon laquelle le groupe russe devrait utiliser 60 000 t de ses stocks stratégiques, soit environ 6 % de la production annuelle, comme garantie pour un crédit sur trois ans accordé par un consortium bancaire occidental et dont le montant pourrait atteindre 200 M\$. Ce tonnage devrait être stocké pendant trois ans en dehors des frontières de la Russie, ce qui devrait rendre plus attractives les conditions du prêt.

Du côté des fondamentaux, rien ne permet d'affirmer que la hausse du nickel sera durable, d'autant plus qu'après une baisse en début d'année, les stocks de nickel au LME sont à nouveau en augmentation et que la reprise économique mondiale reste encore relativement fragile. D'autre part, à l'horizon 2005, lorsque le tonnage gelé par Norilsk devrait devenir disponible, l'effet sur les prix pourrait devenir dépressif.

Aluminium

Après avoir dépassé le niveau de soutien de 1 400 \$/t pour s'approcher de 1 460 \$/t, l'aluminium est retombé en dessous après l'annonce de la remise en route des capacités de production aux Etats Unis et au Brésil. D'autre part, le niveau des stocks a continué d'augmenter en s'approchant des 1,4 Mt (LME + Comex). Globalement, le redressement de l'aluminium reste à confirmer, d'autant plus que l'offre chinoise augmente rapidement.

Cuivre

Du côté du cuivre, après avoir atteint, début avril, 1 674 \$/t soit le plus haut niveau depuis mai 2000, le métal rouge s'est replié en dessous du niveau de soutien de 1 600 \$/t. Les stocks au LME ont continué d'augmenter, bien que plus faiblement, s'approchant du million de tonnes. D'autre part, on note une forte augmentation de la production sur le premier trimestre 2002 par rapport à 2001 en Chine (12 %) et au Kazakhstan (15 %). Selon les analystes de la Deutsche Bank, l'offre mondiale de cuivre en 2001 serait de 12,3 contre 12,5 Mt en 2001, et la demande de 12,2 contre 12 Mt l'an dernier. L'écart tendrait donc à se réduire mais les fondamentaux de ce marché restent préoccupants à court terme.

Zinc

Le zinc a frêmi très modestement autour de 860 \$/t début avril avant de retomber autour de 800. Les fondamentaux de ce marché restent mauvais pour les prix avec un surplus de zinc de 330 000 t prévu pour 2002, des stocks LME à la hausse dépassant les 500 000 t et des réductions de production prévues qui sont insuffisantes pour relancer la demande.

(Metal Bulletin Research : 19/04/2002 ; Mining Journal : 19/04/2002 ; La Tribune : 02-04/04/2002 ; Recyclage/Récupération : 12/04/2002 ; Les Echos : 12/04/2002)

2. LES FONDAMENTAUX

- Economie mondiale : le FMI parie sur la reprise

Selon le FMI, la croissance de l'économie mondiale atteindrait 2,8 % en 2002 et 4 % en 2003. Aux Etats-Unis, l'indice de confiance des consommateurs a bondi de 15,2 points en mars, à 110,2 (base 100 en 1985, tombé à 82 à la fin 2001) et toujours selon le FMI, l'économie devrait enregistrer en 2002 une croissance du PIB de 2,3 %. En décembre 2001, l'anticipation était limitée à 0,7 %. Pour 2003, le FMI anticipe une croissance de 3,4 % aux Etats-Unis. Cette étonnante capacité à rebondir de l'économie américaine est reflétée par la hausse de la bourse de Wall Street qui a déjà recrée environ 2000 milliards de \$ depuis le point bas de septembre. Les crédits ont été re-financés à la baisse, les ventes de véhicules et de logements n'ont pas faibli et la consommation, soit les deux tiers du PIB, a sauvé l'économie du pays. Du côté de l'industrie, qui a vécu une véritable récession l'an dernier, les entreprises ont vite réagi en améliorant leur situation financière et en stoppant leur course à l'investissement. Les stocks ont été écoulés, les plans de licenciement n'ont pas manqué et, de façon étonnante, la chute des dépenses d'équipement n'a pas cassé la productivité qui depuis mi-2000, début du ralentissement américain, s'est améliorée chaque trimestre de plus de 2 % en rythme annuel. Enfin, le tout a été stimulé par une forte politique de relance mise en place par le gouvernement : baisse record des taux d'intérêt, relance budgétaire, crédits à taux zéro.

Comparée à la performance des Etats-Unis, l'Europe fait pâle figure. Selon le FMI, la croissance des douze pays de la zone n'atteindrait que 1,4 % en 2002, avant de monter à 2,9 % en 2003. Cette croissance plus faible serait liée aux rigidités structurelles des économies européennes et aussi au fait que le ralentissement économique de la zone euro n'a pas été aussi prononcé qu'aux Etats-Unis. Pour le Japon, où la situation économique reste préoccupante, le FMI prévoit une baisse du PIB de 1 % en 2002 et une hausse de 0,8 % en 2003. La situation en Amérique latine constitue un autre sujet d'inquiétude pour le FMI.

Si l'optimisme est de mise sur la situation économique mondiale à moyen et long terme, on constate qu'au cours du mois d'avril, la croissance a été entravée par la flambée des cours du brut et par de nouvelles inquiétudes sur l'industrie des TMT (télécommunications, médias, technologie). Des deux côtés de l'Atlantique, les marchés ont évolué en dents de scie et plutôt à la baisse, au gré des annonces faites par IBM, Cisco, Orange, Cap Gemini, Vivendi, Nokia, etc. Quant à la hausse des prix du brut, elle est en bonne partie responsable de la hausse de l'inflation fin mars aux Etats Unis à 1,5 % en rythme annuel et à 2,5 % dans la zone euro.

D'autre part, on peut s'interroger sur le bien fondé de l'optimisme économique général concernant les Etats-Unis. Passé le puissant effet de reconstitution des stocks mis en œuvre au premier trimestre 2002, se pose la question du relais de la croissance. La consommation des ménages, qui est restée très dynamique, ne peut pas croître infiniment. Et, puisque le taux d'utilisation des capacités industrielles reste très bas, une politique massive d'investissements est peu probable au cours des prochains mois. Quant aux déséquilibres des comptes extérieurs américains, ils continuent à se creuser. Tout cela fait dire aux observateurs les plus prudents, qu'il est prématuré d'écarter l'hypothèse d'une nouvelle panne de l'économie US, le fameux « double dip » (double plongeon) en début 2003. Sur les sept récessions américaines depuis 1957, cinq ont connu un double plongeon.

(La Tribune : 19/04/2002 ; Le Monde : 14/03/2002 et 14-15-21-22/04/2002 ; The Economist : 13-20/04/2002)

- Chine et Inde : développement économique contrasté des deux géants asiatiques

Beaucoup de caractéristiques politiques et économiques rapprochent encore les deux géants asiatiques qui représentent à eux deux le tiers de l'humanité. Il s'agit de pays pauvres, surpeuplés, avec de vastes populations rurales de plus en plus « décalées » économiquement par rapport aux métropoles urbaines, où se concentre l'essentiel du développement économique. Par ailleurs, les deux pays, puissances nucléaires, restent encore dirigés par de lourdes bureaucraties.

Mais pour les investisseurs étrangers, ce qui distingue désormais la Chine de l'Inde est devenu plus important que ce qui les rassemble car le différentiel de croissance économique entre les deux pays est devenu tout à fait saisissant. En effet, sur la période 1990-1997, la croissance de PNB par habitant de la Chine a atteint 10 % par an, contre 4 % pour l'Inde dans sa meilleure période (1993-1999). En 1999, la Chine a attiré des capitaux étrangers d'une valeur de 40 milliards de \$ contre seulement 2 milliards pour l'Inde. Il y a une dizaine d'années, le PNB des deux pays était à peu près équivalent ; actuellement celui de la Chine est le double de celui de l'Inde. La capitalisation boursière de la première société chinoise, China Mobil, estimée à environ 55 milliards de \$ représente à elle seule l'équivalent de 45 % de la totalité des marchés boursiers indiens. De plus, la Chine est récemment devenue membre de l'OMC, après avoir dû réformer au pas de charge ses législations douanières, commerciales, son code des investissements, etc.

Pour expliquer le retard économique croissant de l'Inde, les experts de la BAD (Banque Asiatique de Développement) et de la Banque Mondiale invoquent toute une série de causes, dont le fait que l'Inde soit une démocratie, ce qui la désavantagerait par rapport à un régime autoritaire comme la Chine (mais aussi les autres « tigres » asiatiques) lorsqu'il s'agit de faire passer rapidement et efficacement des réformes structurelles importantes. L'Inde serait également handicapée par une bureaucratie excessive, la faiblesse de ses infrastructures routières, portuaires, de transport et énergétiques et de son système de distribution, ainsi que par des taux d'intérêt administrés, plus élevés que dans d'autres pays asiatiques.

Concernant les matières premières minérales, rappelons que, si l'Inde joue un rôle important sur certains marchés tel que celui de la bauxite et de l'alumine, la Chine est devenue un acteur essentiel du marché mondial soit pour l'offre (magnésium, tungstène, etc.) soit pour la demande (cuivre, aluminium, zinc, etc) de métaux. Selon les prévisions du 10^{ème} plan quinquennal, d'ici 2005, la demande chinoise de cuivre, aluminium, plomb et zinc devrait atteindre respectivement 2 Mt, 3,8 Mt, 600 000 t et 1,2 Mt.

(Financial Times : 12/04/2002 ; China Nonferrous Metals Monthly : septembre 2001)

3. DOSSIERS ET FAITS D'ACTUALITE

- Acier : poursuite du conflit commercial entre les Etats Unis et l'Union Européene

La Commission Européenne vient de proposer une liste de produits importés des Etats Unis en Union Européenne, sur lesquels elle souhaite imposer des tarifs douaniers d'un montant total de 377 millions d'euros. Cette liste est ciblée sur des produits provenant d'états américains cruciaux pour la réélection du président américain George W. Bush tel que les agrumes de Floride, les fruits de l'état de Washington et de l'Oregon ou l'acier de Pennsylvanie, Ohio et Virginie de l'Ouest. L'imposition de ces tarifs doit être décidée à la majorité simple des 15 membres de l'Union, d'ici le 18 juin. Les états de l'Union sont divisés sur l'opportunité d'imposer unilatéralement des tarifs douaniers comme contre-mesure aux taxes américaines sur l'acier tant que l'OMC n'aura pas rendu son verdict sur la légitimité de ces tarifs. La Grande Bretagne, l'Allemagne et les états nordiques craignent la mise en route d'un processus menant à une guerre commerciale entre les Etats Unis et l'Europe, tandis que la France et les états du sud de l'Europe sont plutôt favorables aux mesures proposées par la Commission Européenne. Par ailleurs, la Commission a établi une liste supplémentaire de produits exportés par les Etats Unis vers l'Europe, sur lesquels elle souhaite imposer des tarifs douaniers d'un montant total de 626 millions d'euros, mais ces mesures ne seraient appliquées que lorsque l'OMC aura donné raison à l'Union Européenne dans le conflit sur l'acier.

Dans cette atmosphère conflictuelle, il n'est pas vraiment étonnant que la quatrième réunion de l'OCDE sur les réductions de capacité dans le secteur de l'acier se soit soldée par un quasi-blocage. Si les pays producteurs ont réitéré leurs engagements de réduction de 92 à 95 Mt à la fin de cette année et 23 à 33 Mt d'ici 2005, les discussions ont surtout achoppé sur les mesures d'intervention gouvernementales vis-à-vis de leurs industries (subventions, barrières tarifaires). Des discussions se poursuivent entre l'Union Européenne et les Etats Unis sur d'éventuels dédommagements américains pour les nouveaux droits de douane imposés sur l'acier. Par ailleurs, les Etats-Unis ont indiqué qu'ils n'avaient pas l'intention de dédommager le Japon.

(Financial Times : 20/04/2002 ; Le Figaro : 20/04/2002)

- Affaire Sumitomo : six ans après...

La banque JP Morgan Chase a accepté de payer 125 M\$ comme dédommagement à la banque japonaise Sumitomo, dans le cadre de l'affaire Hamanaka qui avait défrayé la chronique et déstabilisé le marché du cuivre, il y a six ans. Il y a deux ans, Merrill Lynch avait du payer 275 M\$ dans cette même affaire. Sumitomo a également porté plainte contre le Crédit Lyonnais et le suisse UBS – affaires en cours. L'ensemble de ces banques était accusé par Sumitomo de complicité avec le trader escroc Yasuo Hamanaka, actuellement en prison pour fraudes, qui avait fait perdre 2,6 milliards de \$ à la maison de négoce japonaise.

(Financial Times : 02/04/2002)

- BHP Billiton : expansion tous azimuts

Le géant anglo-australien a annoncé vouloir investir 564 M\$ pour l'expansion de sa mine de fer de Pilbara, située dans le désert de Western Australia. 213 millions seront consacrés au développement du nouveau gisement de Mining Area C (MAC) tandis que 351 M\$ seront employés pour la modernisation des facilités portuaires de Port Hedland.

MAC représente la plus grande ressource de minerai de fer encore non exploitée en Australie avec un tonnage estimé à 890 Mt. La mine produira annuellement à l'horizon 2011, 15 Mt de minerai, initialement à partir de réserves prouvées de 161 Mt (projet « C »), qui constituent le flanc Nord de la ressource totale de MAC. Le financement du projet « C » sera assuré en majorité par BHP Billiton et par le sud coréen Posco, avec probablement aussi des japonais (Mitsui, Itochu) minoritaires. 75 Mt du projet « C » seront réservées à Posco à raison de 3 Mt par an. L'investissement portuaire de Port Hedland est destiné à augmenter la capacité d'exportation annuelle de BHP Iron Ore (BBIO) de 67 Mt à 81 millions en 2004 et, peut être, à 90 millions à l'horizon 2011. Actuellement Posco est le principal client de BBIO. A l'avenir, le groupe vise également la Chine dont les besoins en minerai de fer augmentent rapidement.

Par ailleurs, BHP Billiton a annoncé des investissements pouvant aller jusqu'à 4 milliards de \$ au cours des cinq prochaines années, dans le secteur pétrolier et gazier. Au moment de la fusion de BHP avec Billiton en 2001, de nombreux analystes s'attendaient à ce que la nouvelle société vende sa division pétrolière et gazière, très profitable mais qui en terme de production parmi les pétroliers privés n'arrive qu'au dix-septième rang mondial, ou bien qu'elle l'utilise pour investir dans ce qui était perçu comme l'activité centrale de la nouvelle société : la mine métallique. Contrairement à cette analyse, la nouvelle direction du groupe choisit donc le développement tous azimuts, tout en s'imposant d'ambitieux objectifs de rentabilité des capitaux investis à atteindre d'ici 2006, soit 15 % contre les 12 % qui représentaient la cible de l'ancienne BHP.

(Financial Times : 04-09/04/2002 ; Mining Journal : 05/04/2002)

- Emetra cesse ses activités

La plate forme de commerce électronique Emetra a annoncé pour la fin du mois d'avril la cessation de ses activités de négoce de métaux. Créée à l'époque du boom de l'Internet en octobre 2000 grâce au capital-risque et avec l'appui du négociant MG Metals (repris peu après par Enron), Emetra a été considérée pendant quelques temps comme pouvant devenir une menace pour le LME. Cette menace ne s'est pas concrétisée à cause du retournement de conjoncture économique et aussi parce que le volume d'activité de négoce n'a jamais vraiment décollé malgré l'intérêt suscité par Emetra au sein des industries métalliques.

(Financial Times : 16/04/2002 ; Mining Journal : 19/04/2002)

- Australie : boom de l'industrie minérale

Le Conseil des Mines (Minerals Council of Australia) a mis en ligne sur le Net son rapport annuel sur l'état de l'industrie minérale australienne pour l'année 2000-2001 (à juin 2001). Il présente les résultats économiques et financiers de l'ensemble du secteur minier et métallurgique australien, un des principaux piliers de l'économie du pays qui est actuellement florissante avec une croissance de l'ordre de 4 % en 2001. Le chiffre d'affaires de l'industrie a atteint 36 milliards de \$ australiens (environ 19 milliards de \$) contre 31,7 milliards l'année précédente. Sur les 36 milliards, 21 (+ 5 % par rapport à 1999-2000) proviennent des ventes des mines et 13 (+ 23 %) du secteur métallurgique (fonderies/raffineries). Les exportations de l'industrie minérale australienne pour 2000-2001 ont augmenté de 24 % pour atteindre 40 milliards de \$ australiens (environ 21 milliards de \$). Ces résultats positifs sont dus à une combinaison de facteurs liés aux cours des métaux, l'augmentation des volumes de production (en particulier pour l'alumine à 16,9 Mt contre 14 l'an précédent) et à la dévaluation du dollar australien). Globalement, la rentabilité de l'industrie minérale s'est fortement améliorée avec le ratio profit net sur capitaux investis (« shareholders' funds ») à 13,9 contre 4 sur la période précédente. L'industrie revient ainsi à des taux de rentabilité comparables à ceux du début de la décennie 90. Du côté de l'emploi, on constate que celui-ci est en baisse constante depuis plusieurs années ; en 2000-2001 l'industrie minérale australienne a employé directement 51 000 personnes (- 2 % par rapport à l'année précédente), auxquelles s'ajoutent 16 000 sous-traitants. L'exploration est particulièrement touchée par cette baisse qui atteint 35 % d'une année à l'autre (1 447 personnes employées en 2000-2001). Ceci est directement lié à la baisse des dépenses d'exploration en Australie (521 M\$, contre 582 l'année précédente) et surtout à l'étranger par les sociétés australiennes (181 M\$ contre 250). Une reprise générale des dépenses d'exploration et aussi de l'investissement est attendue par le Minerals Council pour 2001-2002.

Dans le cadre de la 70ème convention du PDAC à Toronto (cf. Ecomine de mars), le président de Normandy Mining (qui vient de fusionner avec l'Américain Newmont) Robert Champion de Crespigny a présenté la situation de l'exploration minière en Australie. Selon ses calculs, les dépenses d'exploration domestique ont baissé de 59 % depuis le pic de 1997. La cause principale serait liée aux nouvelles législations qui protègent les communautés indigènes, rendant plus difficile et surtout plus coûteux aux sociétés minières l'accès au sol et au sous-sol. Une autre cause pourrait être liée à la vague d'achats de sociétés minières australiennes par des groupes étrangers ou des multinationales. Pour ces sociétés, l'Australie ne constitue qu'une partie de leur terrain de jeu qui est à l'échelle mondiale. Mais, selon de Crespigny, l'Australie possède de sérieux atouts pour continuer à figurer au top des pays miniers. Par exemple, sur la période 1996-2000, le coût de l'once d'or découverte en Australie est de 31 \$ américains, niveau comparable à l'Amérique du Sud, contre 111 \$/once au Canada et 527 \$/once aux Etats Unis. Pour le développement des gisements depuis 1995, les neuf mines d'or ont eu des coûts de 25 \$/once, soit la moitié de la moyenne mondiale. Pour les métaux de base, depuis 1990, le coût de la tonne découverte est en moyenne de 21 \$ australiens. Dans sa conclusion, de Crespigny met en avant l'étendue des terrains à fort potentiel encore non explorés en Australie, ainsi que la qualité de l'infrastructure générale du pays : bases de données géologiques et géophysiques, ressources humaines, compétitivité de la législation minière et fiscale...

(Minerals Industry Survey 2000-2001: www.minerals.org.au ; Mining Journal : 05/04/2002)

INFORMATIONS SECTORIELLES

1. METAUX DE BASE

ALUMINIUM

- Alcan remonte sa prévision de hausse de la demande d'aluminium dans la sphère économique occidentale en 2002

Le groupe canadien Alcan estime à présent à 2-3 % la hausse de la demande d'aluminium dans la sphère économique occidentale cette année, après une 1^{ère} estimation de 1,5 % en janvier, et faisant suite à une baisse de 6 % de cette demande en 2001. Il est tenu compte de 0,25 Mt de capacité réactivée aux Etats-Unis (sur le total de 1,6 Mt mis en sommeil), des déstockages enregistrés en 2000-2001, de la bonne santé surprenante des secteurs de l'automobile et du BTP en 2001, d'une dépression persistante dans les transports, cependant stabilisée au début 2002, à l'exemple des 48 % de baisse dans la construction des poids-lourds en 2001.

(Platt's Metals Week : 01/04/2002)

- L'énergie des pays du golfe persique attire les industriels de l'aluminium

La société d'état indienne National Aluminium Co (Nalco) négocie avec le gouvernement du Qatar et des investisseurs japonais le lancement d'un projet de construction d'une fonderie d'aluminium, évalué à deux milliards de dollars, qui profiterait de l'abondance énergétique locale, en l'occurrence du gaz. Dans l'hypothèse où Nalco, qui dispose d'une capacité de 1,6 Mt/an d'alumine et 0,35 Mt/an de métal, prévoit de la porter à respectivement 2,1 et 0,46 Mt/an, le projet « Qatari » permettrait d'utiliser son surplus d'alumine. Nalco (Etat indien 87,15 %) devrait se privatiser en ouvrant son capital en deux étapes : 30 % une 1^{er} fois (pour 250 à 300 M\$), puis encore 30 % 18 mois plus tard. Pechiney, collaborateur technique de Nalco depuis 20 ans, est intéressé à la fois par l'entrée dans son capital et par un partenariat dans son projet de construction d'une raffinerie d'alumine en Chine.

Pechiney vient de s'engager avec Dubaï Investment et la holding Al-Ghurair pour la construction d'un laminoir d'aluminium à Dubaï. Partenaire à 30 % et opérateur du projet dénommé Emiroll, Pechiney devra investir environ 110 M\$. L'usine, qui utilisera la technologie de coulée continue et de laminage du groupe français, aura une capacité de 33 000 t/an de feuilles, bandes minces et bobines d'aluminium.

(Financial Times : 21/03/2002 ; Les Echos : 03/04/2002 ; Metal Bulletin : 08/04/2002 ; Mining Journal : 29/03/2002)

- Surcapacité durable de la production chinoise d'aluminium

Le rapport d'un bureau d'études spécialisé fait état d'un potentiel de hausse continue de la production chinoise d'aluminium de 5-7 % pendant encore plusieurs années, après une hausse de 10 % en 2001. Pour 2002, la prévision de production chinoise atteindrait 3,93 Mt, alors que le rapport consommation/offre mondiale serait de 25,02/25,84 Mt. En 2003, ces chiffres seraient respectivement de 4,13 et de 26,65-27,01 Mt. Compte tenu de la hausse quantitative chinoise, et de la hausse qualitative attendue, notamment en raison de l'entrée du pays dans l'OMC, les auteurs attirent l'attention des producteurs nord-américains sur l'opportunité de redémarrer les capacités mises en sommeil.

(Platt's Metals Week : 01/04/2002)

- Le russe SUAL lance à Timan un projet de raffinerie et de fonderie de 0,5 Mt/an

Siberian Urals Aluminum Holding (SUAL), producteur russe n° 1 pour la bauxite et l'alumine, a révélé son projet de construction d'une raffinerie et usine d'aluminium près de la mine de Timan, dans la région de Komi (ouest des Monts Oural). D'un montant estimé à 1,7 M\$, le projet comprend une raffinerie de capacité 1 Mt/an (coût opératoire estimé 75 \$/t) et une fonderie de capacité 0,5 Mt/an (coût opératoire estimé 888 \$/t). Les dates de mise en construction et de démarrage, non mentionnées, devraient dépendre d'un élargissement prévu du capital et de l'entrée d'un partenaire-opérateur du projet, peut être Russian Aluminium ?

(Platt's Metals Week : 25/03/2002)

- Rusal et Aldoga en JV pour la construction d'une fonderie au Queensland

Rusal (Russian Aluminium), n° 1 des producteurs russes d'aluminium et n° 3 mondial, et le fondeur australien AAS (Aldoga Aluminium Smelter), ont signé une lettre d'intention pour la construction en JV d'une fonderie à Gladstone, dans l'état du Queensland (Australie), de capacité finale 0,55 Mt/an. Le projet avait déjà été avancé par Aldoga, qui avait sécurisé un approvisionnement énergétique de 800 MW et s'était assuré du soutien du gouvernement local qui apporte 100 M\$ australiens. Les prochaines étapes sont l'achèvement de l'étude de faisabilité, le démarrage des travaux en fin 2002 et la production vers la fin 2004. Ses promoteurs souhaitent sécuriser l'écoulement de la production en la contractualisant à hauteur de 50 % auprès de clients japonais.

Péchiney s'était également intéressé à Aldoga et au Queensland pour la construction d'une fonderie de capacité 0,46 Mt/an utilisant sa dernière technologie AP50. Avec Aldoga-Rusal, Péchiney-projet AP50, Hillside-phase 3 de BHP-Billiton et maintenant SUAL-Timan, le marché a noté la prochaine mise en route de plus d'1,5 Mt de capacité supplémentaire d'aluminium primaire.

(Metal Bulletin : 11/04/2002 ; Mining Journal : 22/03/2002)

- Péchiney au 1^{er} plan dans l'affaire du rachat des actifs aluminium de Corus

En dépit de récentes déclarations de son président, Jean Pierre Rodier, soulignant l'effet dissuasif des coûts énergétiques européens sur le développement du secteur aluminium de cette zone, Péchiney est désigné par la presse spécialisée comme le plus apte à la reprise de la branche aluminium du groupe anglo-néerlandais Corus qui souhaite se recentrer sur l'acier. L'enjeu est constitué par 0,25 Mt/an de métal primaire sortant des fonderies de Delfzijl (Pays-Bas), Voerde (Allemagne), Alouette (Canada, 20 %), et par 0,52 Mt/an de produits aval laminés et extrudés (5^e rang mondial) fabriqués dans les laminoirs de Coblenze (Allemagne), Duffel (Belgique), Cap-de-la-Madeleine (Canada, 60 %), les usines d'extrusion de Vogt, Bonn, Bitterfeld (Allemagne), Duffel. Plus la JV chinoise (61 %) avec Tianjin Non-ferrous Metal Group.

Péchiney, qui s'est déclaré intéressé, évaluerait actuellement l'impact sur le marché concurrentiel européen. Il a également évoqué un rachat partiel d'actifs, dont le laminoir ultramoderne de Coblenze. Mais des analystes soulignent le potentiel de renforcement du groupe sur le créneau des alliages durs d'aluminium. Parmi les autres majors de l'aluminium, Alcoa, malgré ses mauvais résultats, dit avoir un intérêt de principe pour toute opportunité de croissance, mais il est aussi intéressé (comme Péchiney, cf. Ecomine de mars) par une entrée dans le capital de la compagnie indienne Nalco (National Aluminium Co) qui va être privatisée. Alcan paraît handicapé par la place qu'il tient déjà en Allemagne, tandis que Norsk Hydro vient d'acquérir VAW Aluminium et doit encore rendre une décision définitive quant à sa participation dans la construction d'une fonderie en Islande (projet Noral). Restent Rusal Aluminium, Dubal, voire BHP-Billiton. De son côté, Corus croît pouvoir céder sa branche aluminium en bloc (estimée à un M\$), d'ici la fin de l'été.

(Metal Bulletin : 08-11-14/04/2002 ; Platt's Metals Week : 25/03/2002 et 15/04/2002)

- Glencore rachète la fonderie américaine de Vinalco

Le groupe suisse Glencore International a racheté la fonderie d'aluminium de Vinalco (Etat de Washington, Etats-Unis), de capacité 116 000 t/an. En offrant 24,5 M\$, Glencore a devancé les offres de six autres concurrents. Le marché, qui avait déjà noté la reprise de production fin avril chez Columbia Falls (Montana), filiale du groupe, voit revenir dans le circuit une capacité de production comptée en arrêt quasi-définitif. L'officialisation de la vente attendra un complément de procédure déjà accordé car, d'une part la date butoir du 12 avril n'a pas permis de régler tous les problèmes afférents à la sortie de Vinalco de la jurisprudence du Chapitre 11 protégeant les sociétés en faillite (mise en vigueur à sa demande), d'autre part, Alcoa a fait appel pour préserver des droits supposés sur certaines facilités du site tels certains docks.

(Metal Bulletin : 04-18/04/2002 ; Mining Journal : 05/04/2002 ; Platt's Metals Week : 15/04/2002)

CUIVRE

- First Quantum revoit sa stratégie en Afrique sub-équatoriale

L'Australien First Quantum et le suisse Glencore (International et Finance) ont revu leurs participations de 44 % et 46 % dans Carlisa Investments dont le principal actif est constitué par 90 % de Mopani Copper Mines, opérateur des sites zambiens de Nkana et de Mufulira. First Quantum a souhaité s'alléger en prévision de l'augmentation de capital envisagée pour Mopani, afin de concentrer ses moyens vers d'autres opportunités locales d'investissement minier.

Par ailleurs, First Quantum a pris des contacts avec les autorités du Congo-Kinshasa afin de pouvoir négocier l'importation de minerais de cuivre en vue d'alimenter l'usine de traitement frontalière de Mufulira. Celle-ci fonctionne à 65 % de ses capacités, soit 250 000 t/an de concentrés, alors que ses coûts opérationnels sont très compétitifs. First Quantum aimerait renouveler son précédent succès dans l'opération similaire entre les installations zambiennes de Bwana Mkubwa et le minerai congolais de Lonshi.

(Africa Mining Intelligence : 20/03/2002 ; African Mining Bulletin : 23/04/2002)

- Expansion de Codelco, n°1 chilien et mondial du cuivre, en Amérique du sud

Le géant du cuivre chilien Codelco a réussi à prendre pied au Pérou pour y exploiter du cuivre, en JV avec le Canadien Cambior sur son site de Cajamarca. Codelco versera à Cambior 1,5 M\$ sur trois ans pour entrer à 50 % dans l'exploitation de Cajamarca. Codelco a pour stratégie de passer de 1,6 à 2 Mt/an à l'horizon 2006 en diversifiant ses actifs hors du Chili. Le Pérou est le 5^e producteur mondial de cuivre, grâce, notamment, au complexe minier d'Antamina estimé fournir plus d'1 Mt de métal cette année.

(La Tribune : 20/03/2002 et 04/04/2002)

- Nippon Mining et Mitsui Mining vont fusionner leurs activités cuivre

Les sociétés japonaises Nippon Mining & Metals et Mitsui Mining & Smelting vont étendre leur 1^{er} accord commercial ayant donné naissance à Pan Pacific Copper Co (62 % NMM, 34 % MMS) pour fusionner leurs activités cuivre. Un premier pas en ce sens avait été fait avec la création à 50 % - 50 % d'une société commerciale d'achat de concentrés. Dans l'année fiscale en cours, NMM espère produire 445 000 t de cuivre cathode et MMS 175 000 t, soit 0,62 Mt au total, représentant 40 % du marché domestique. Mais en comptant la JV de NMM avec le Sud-coréen LG-Nikko Copper, l'entité représenterait une capacité de production de 1,1 Mt/an, soit le 2^e rang mondial derrière Codelco.

(Financial Times : 06/04/2002 ; La Tribune : 08/04/2002 ; Metal Bulletin : 08/04/2002)

- Noranda arrête définitivement la fonderie québécoise de Gaspé

Le groupe Noranda a décidé que la fonderie de Gaspé, située à Murdochville (Québec) et en service depuis 1955, sera définitivement arrêtée à partir du 30 avril, mettant au chômage ses 300 employés. Précédemment arrêtée pour six mois en raison du mauvais contexte économique, Noranda a déclaré ne pas avoir trouvé de solution pour rentabiliser l'affaire. Gaspé, qui traitait des minerais internationaux et, également, des déchets de cuivre de classe 2, a produit 109 000 t de cuivre-anode en 2001 (sur une capacité de 135 000 t) et 220 000 t d'acide sulfurique. Si l'annonce a contribué à un sursaut du cours du cuivre, le flot de déchets du métal habituellement absorbé - Gaspé était gros consommateur à l'échelle nord-américaine - va poser des problèmes de reclassement.

(Metal Bulletin : 04/04/2002 ; Mining Journal : 05/04/2002 ; Platt's Metals Week : 01/04/2002)

ETAIN

- Le cours de l'étain remonte au-dessus de la barre des 4 000 \$/t

En huit mois, le prix moyen de l'étain est passé de 5 300 \$/t à 3 600 \$/t courant mars, mettant, en particulier, les producteurs indonésiens en grande difficulté. Jusqu'au 28 mars, où, porté par une vague d'achat de divers fonds d'investissement, le cours est remonté à 4 040, puis à 4 100 \$/t le 2 avril. Entre autres raisons supputées, les spécialistes citent une faiblesse des stocks européens, notamment pour la variété de concentrés à faible teneur qui est la plus utilisée, et la hausse attendue des coûts annexes de livraison du stock de Singapour.

(Metal Bulletin : 04/04/2002 ; Platt's Metals Week : 25/03/2002)

- Recentrage du producteur d'étain indonésien PT Timah

Le producteur indonésien PT Tambang Timah est revenu sur sa décision de céder sa participation de 25 % dans l'autre importante société productrice indonésienne PT Koba Tin. Ce retournement se justifierait par l'affermissement du gouvernement en matière de lutte contre la production clandestine, malgré la décision récente d'ajourner de quelques mois l'interdiction d'exporter des concentrés en raison de l'insuffisance actuelle de capacité des fonderies locales. Au contraire, PT Timah va se débarrasser de sociétés diverses (exploration et exploitation d'or avec Phelps Dodge, assurance, services techniques) afin de se recentrer sur son cœur de métier.

Parallèlement, PT Timah veut réduire ses coûts de production qui devront passer de 4 149 \$/t en 2001 à 3 000 \$/t d'ici cinq ans. La société espère pouvoir exploiter ses réserves pendant 5-6 ans à condition que le prix se stabilise vers 4 000 \$/t.

(Metal Bulletin : 08/04/2002 ; Platt's Metals Week : 25/03/2002 ; Recyclage Récupération Magazine : 12/04/2002)

FER et ACIER

- BHP-Billiton va développer son projet de fer australien à Pilbara

Le groupe anglo-australien BHP-Billiton a donné son feu vert au développement de la production de minerai de fer dans la région ouest-australienne de Pilbara. Pour un montant correspondant à 564 M\$, le groupe va augmenter de 21 % d'ici 2004, et de 34 % d'ici 2011, sa capacité d'export de minerai de fer qui est actuellement de 67 Mt/an, soit 81 puis 90 Mt. Cette expansion est sous-tendue par l'alliance conclue avec le sidérurgiste sud-coréen Pohang Iron & Steel Co (Posco, n° 1 mondial), qui prendra une participation de 20 % dans la nouvelle JV intitulée Posmac, ce qui est une première minière pour le groupe, tout en contractualisant l'achat d'au moins 3 Mt/an de minerai de fer.

L'investissement sera divisé en 351 M\$ pour l'extension et la modernisation des facilités portuaires à Port Hedland, et en 213 M\$ pour la mise en exploitation de la nouvelle zone minière C qui doit apporter 15 Mt/an de minerai du type Marra-Mamba, et dont les réserves seraient de 161 Mt prouvées, plus 29 Mt probables. La zone minière C constitue, en fait, une partie de la JV Goldsworthy, dans laquelle BHP-Billiton a 85 %, CI Minerals Australia (filiale du japonais Itochu Corp) 8 % et Mitsui Iron Ore Corp 7 %.

Les opérations menées par BHP Iron Ore dans la région de Pilbara sont structurées en trois JV menées avec ses partenaires CIMA-Itochu et Mitsui : Goldsworthy, Mount Newman et Yandi (à taux unique de 85 % pour BHP Iron Ore et à taux variables chez ses partenaires), plus Jimplebar qui est une opération 100 % BHP Iron Ore. Au total, les réserves à Pilbara sont évaluées à 890 Mt. Avec cette augmentation de capacité, BHP-Billiton espère aussi pouvoir répondre aux besoins du marché chinois en pleine expansion.

(Financial Times : 04/04/2002 ; Metal Bulletin : 08/04/2002 ; Mining Journal : 05/04/2002)

- Alliance signée entre Thyssen Krupp, NKK et Kawasaki Steel

Les sidérurgistes Thyssen-Krupp (n° 9 mondial), NKK (n° 2 japonais, n° 4 mondial) et Kawasaki Steel (n° 3 japonais) ont signé le pacte d'alliance annoncé le mois dernier, axé sur les échanges technologiques et la fabrication de tôles en acier au carbone pour l'industrie automobile à l'échelle mondiale. Il fait suite au protocole d'accord conclu par les trois sidérurgistes en avril 2001. Thyssen-Krupp restait très isolé avant cette alliance, après les rapprochements effectués entre Nippon Steel et Usinor, Sumitomo Metal Industries et Corus, Kobe Steel et Voest-Alpine Stahl, de même qu'après les fusions British Steel-Hoogovens (Corus), Usinor-Arbed-Aceralia (Arcelor), sans oublier la fusion en cours NKK-Kawasaki Steel, à échéance d'avril 2003.

(Financial Times : 09/04/2002 ; Le Figaro : 09/04/2002 ; Metal Bulletin : 11/04/2002)

- Tchèque : Vitkovic Steel racheté par la holding d'état Osinek

C'est finalement la holding Osinek, filiale du Fonds National de la Propriété, organisme d'état tchèque, qui a emporté l'offre sur l'aciériste Vitkovic pour un montant équivalent à 90 M\$ qui lui octroie 98,96 % des parts. Osinek l'a emporté sur le seul enchérisseur étranger restant, LNM Holdings.

(Metal Bulletin : 04/04/2002)

- Pologne : restructuration du secteur sidérurgique

Le gouvernement polonais a approuvé la création de la société Polish Steel (PHS), regroupant les quatre complexes sidérurgiques de Katowice, Sendzimira, Cedler et Florian, qui représentent 70 % de la capacité de production d'acier nationale et 35 000 emplois. Mais la Pologne a seulement produit 10,5 Mt en 2001 sur une capacité de près de 16 Mt. Katowice fabrique des produits longs et laminés, Sendzimira surtout des produits laminés à froid, Cedler des fils ou tubes et Florian des produits laminés à chaud. PHS devrait être privatisée après un assainissement de ses dettes. Des groupes étrangers ont déjà manifesté leur intérêt, dont LNM Group appartenant à l'homme d'affaires Lakshmi Mittal, et un consortium chapeauté par Arcelor.

(American Metal Market : 28/03/2002)

PLOMB - ZINC

- Votorantim devrait récupérer Paraibuna de Metais

Le conglomérat brésilien Votorantim, qui détient la Companhia Mineira de Metais (CMM), producteur national n° 1 de zinc, a pu acheter 97 % de son compatriote Paraibuna de Metais, n° 2 local, pour un montant équivalent à 107 M\$. Mais la vente doit être soumise à la commission de la concurrence car, en absorbant Paraibuna (capacité de 95 000 t/an), Votorantim (capacité de 160 000 t/an) deviendrait seul producteur de zinc au Brésil. La compagnie Paranapanema avait mis en vente Paraibuna l'an dernier, sur laquelle Teck Cominco avait un droit d'achat préférentiel qu'il n'a pas exercé. CMM et Paraibuna ont toutes deux leurs opérations minières dans la province de Minas Gerais. Votorantim, via CMM prétend disposer de 2,7 % de la capacité de zinc mondiale, et ambitionne de mettre à profit ce nouveau contexte pour faire partie des cinq principaux producteurs mondiaux : CMM passerait à 240 000 t/an et Paraibuna à 190 000 t/an.

(Metal Bulletin : 04/4/2002 ; Mining Journal : 05/04/2002)

- Les régions occidentales de Chine produiront 0,5 Mt/an de zinc sous peu

La capacité combinée de production de zinc des fonderies localisées dans les provinces occidentales chinoises de Shaanxi, Gansu, Sichuan et Qinghai devrait passer à 0,5 Mt/an d'ici quelques années. Cette capacité globale sera alors supérieure aux capacités des leaders nationaux, tels Zhuzhou (0,25 Mt/an) et Huludao (0,33 Mt/an). Bizarrement, cette situation résulte de la décision des gouvernements provinciaux de l'ouest de réserver et traiter localement leurs minerais, dans le contexte d'une réduction de l'offre de concentrés de zinc dans les parties centrale et orientale du pays frisant la pénurie.

(Platt's Metals Week : 01/04/2002)

2. METAUX D'ALLIAGE

ANTIMOINE

- Hausse du prix de l'antimoine chinois

Les dernières ventes d'antimoine chinois ont enregistré une hausse du prix, passé dans la fourchette 1 250-1 300 \$/t CIF Rotterdam, mais sur de petites quantités. Cette progression serait due à un étranglement de l'offre spot, mise en relation avec la réduction de la production chinoise de concentrés en raison de mines toujours fermées.

(Platt's Metals Week : 01/04/2002)

- Vente d'antimoine du 28 mars de la DLA américaine

La Defence Logistic Agency américaine a vendu aux enchères le 28 mars un stock de 1 542 t d'antimoine au prix moyen de 1 167 \$/t.

(Platt's Metals Week : 01/04/2002)

CHROME

- Menace d'une hausse des charges de traitement au 3^e trimestre

Alors que le montant des charges de traitement de chrome du 2^e trimestre semble admis aux alentours de 27 cents par livre, son augmentation au 3^e trimestre est déjà fortement demandée par les fondeurs. Les facteurs pouvant intervenir sont la question de l'existence de stocks importants en Afrique du sud et la discipline des producteurs qui devront encore réduire leurs capacités, après avoir profité au maximum de la faiblesse du rand, au risque de ne plus pouvoir peser sur les discussions qui recommenceront à la mi-mai.

(Metal Bulletin : 08/04/2002)

COBALT - NICKEL

- Contexte difficile mais espoir de hausse de production de cobalt pour KMC

Kababankola Mining Co (KMC) est la JV créée par des investisseurs zimbabwéens avec Gécamines (société minière d'état de la Rép. Démocratique du Congo) pour exploiter les ressources locales en cobalt. Son directeur, Colin Blythe-Wood, se veut confiant malgré les difficultés dues à une dégradation des conditions techniques d'exploitation, faute des investissements nécessaires qui ne sont ni fournis par Gécamines, ni par les investisseurs étrangers, soucieux du contexte politique du pays. KBC, qui exploite les gisements congolais de Kakanda, Mukondo et l'usine de Shituru loués à Gécamines, compte néanmoins augmenter sa production en jouant sur l'export direct de concentrés. KMC négocie donc avec Gécamines la reprise du contrôle du concentrateur de Kambove. Mais KMC risque de ne plus être partenaire privilégié de Gécamines, car First Quantum serait en train de négocier un accord avec la société d'état congolaise.

(Metal Bulletin : 18/03/2002 ; Platt's Metals Week : 04/03/2002)

- Problème latent du poids des ventes de cobalt de la DLA américaine sur le cours

Alors que le cours du cobalt, le 22 mars, réussissait à se maintenir au-dessus de 6 \$/livre malgré une demande faible, les dernières ventes aux enchères du stock stratégique américain par la Defence Logistic Agency ont concerné 330 737 livres (150,02 t) de cobalt 99,49 % le 27 mars et 321 224 livres (145,71 t) de cobalt 99,46 % le 24 avril. Lors de la 1^{er} vente, c'est Glencore qui a emporté le tout en offrant 6,77 \$/livre sur environ 155 000 livres et 7,02 \$/livre sur le restant, soit bien au-dessus des autres enchérisseurs présents.

Mais le système de vente traditionnel par annonces et mises aux enchères sur, ou à proximité des sites de stockage stratégiques, a vécu. En effet, la DLA a mis sur pied un système de vente de cobalt (de même pour le ferrochrome) par internet, dit BOA (Basic Ordering Agreement), qui démarrera après juin 2002. Car les dernières ventes traditionnelles sont prévues le 22 mai et le 26 juin. Ce système, qui est censé apporter plus de flexibilité, pourrait déboucher sur des ventes bi-hebdomadaires. Par contre, il pose un problème de clarté et de contrôle de solvabilité des enchérisseurs-internautes qui passerait par un listage des compagnies intéressées effectué par la DLA. Les traders ne sont pas enthousiastes devant ce changement, mais comptent sur leur souplesse bien connue aux variations du marché.

(American Metal Market : 01/04/2002 ; Metal Bulletin : 04/04/2002 ; Platt's Metals Week : 25/03/2002, 01-15/04/2002)

- Etat d'avancement du projet néo-calédonien de Goro Nickel

La nette avancée des travaux d'aménagement du site de la future usine Goro Nickel d'Inco (N^{elle} Calédonie) confirme la prévision d'une entrée en production en fin 2004. La construction et l'exploitation d'une centrale électrique au charbon (deux fois 55 MW) alimentant l'usine Inco, mais aussi l'usine SLN de Doniambo en cours de développement, a été contractualisée avec Prony Energies pour un montant de 159,2 M€. Prony Energies est une JV entre la compagnie locale Enercal (49 %) et Lyonnaise Elyo (51 %). La construction de l'usine nécessitera environ 2 500 emplois qualifiés dont une petite moitié devrait être assurée par la main d'œuvre locale, grâce à des stages accélérés de qualification. Avant l'échéance de 2004, Inco devra en particulier rassurer la population locale et les écologistes sur la validation de l'étude d'impact qui a conclu à la faisabilité de l'opération.

Scott Hand, président d'Inco, a voulu rassurer sur le plan environnemental lors de son passage récent à Nouméa. Il a aussi annoncé une prise de participation du Territoire de N^{elle} Calédonie de 5 % et le désengagement de l'Etat français, via la part de 15 % du BRGM. Il a réaffirmé la volonté d'Inco de trouver rapidement un partenaire industriel qui devrait participer au projet à hauteur de 25-30 %.

(Les Echos : 09/04/2002)

MAGNESIUM

- Difficultés financières pour le producteur israélien Dead Sea Mining

La société israélienne D.S.M. (Dead Sea Magnésium), filiale du groupe chimique Israel Chemicals, dispose d'une capacité de production de 30 000 t/an de magnésium métal à partir de saumures. Le constructeur automobile Wolkswagen détient 35 % des parts de la société. La compagnie doit faire face à des pertes opérationnelles récurrentes qui ont doublé sur les 9 premiers mois de 2001 par rapport à 2000, pour s'élever à 20 M\$ pour un chiffre d'affaires de 51,2 M\$. La société prévoit, de plus, d'inscrire dans ses livres une dépréciation d'actifs pour un montant de 200 M\$. La société poursuit néanmoins ses opérations, au grand dam de ses concurrents et prévoit une amélioration opérationnelle dès... 2004 quand elle utilisera le gaz naturel comme source d'énergie.

Platt's Metals Weeks : 25/03/2002)

- General Motors initie de nouveaux développements technologiques pour l'utilisation du magnésium

A ce jour, aucun véhicule automobile n'utilise de la tôle de magnésium, c'est pourtant ce que General Motors est en train d'initier pour des petites séries avec des véhicules ultra légers à propulsion électrique. Le constructeur automobile développe en effet l'utilisation de pièces forgées à chaud ou sous forme superplastique alors qu'auparavant toutes les pièces utilisées étaient moulées sous pression. Les feuilles, dont l'épaisseur varie de 1,4 à 2,6 mm, sont formées par des presses à chaud à des pressions de 3 440 kPa et des températures variant de 350 à 475°. La technique, en abaissant les coûts, pourrait permettre le développement de l'utilisation du magnésium.

(American Metal Market : 29/03/2002)

TUNGSTENE

- La surcapacité de production inquiète les producteurs chinois

Les producteurs chinois de tungstène, en proie au marasme mondial du marché, s'inquiètent de la remise en activité de la mine canadienne de Can Tung, alors que la dépression de la demande maintient le couvercle sur des prix faibles. C'est autant le cas de l'APT (ammonium para tungstate), dont les transactions se font vers 50 \$/t, voire moins, que pour les concentrés de tungstène qui se négocient vers 42-43 \$/t sur le marché domestique et vers 37 \$/t FOB à l'export. Les Chinois, qui ne croient pas pouvoir compter sur des achats européens pour les sortir de l'impasse, ont aussi contribué à réduire les volumes en freinant les ventes jugées à prix insuffisants, espérant vainement en l'effet de la réduction de l'offre.

(American Metal Market : 28/03/2002 ; Metal Bulletin : 04/04/2002)

3. METAUX SPECIAUX

SILICIUM

- Fermeture en vue dans les sites norvégiens d'Elkem

L'électro-métallurgiste norvégien Elkem est leader mondial dans le silicium, il est, au même titre que les autres producteurs occidentaux, affecté par la chute des prix et la pression des produits chinois ou russes. Il a dû réduire de moitié sa production en Norvège pour la faire passer de 200 000 t en 2000 à seulement 100 000 t en 2001. La fermeture d'un de ses cinq fours norvégiens est encore envisagée si les prix devaient rester durablement bas. Le site le plus menacé est le plus petit, celui de Meraker.

(Metal Bulletin : 15/04/2002)

- Raffermissment possible des prix...en attendant la décision de l'I.T.C. américaine

Les prix du silicium métal sur le marché américain pourraient se raffermir, d'une part en raison des perspectives de mesures anti-dumping sur les produits russes, mais aussi parce que l'étroitesse du marché des déchets oblige certains opérateurs à se reporter sur le métal primaire. Pour les mesures anti-dumping, réclamées par les producteurs américains ou les syndicats de travailleurs, une décision de la commission du commerce internationale du département d'état (ITC) est attendue le 18 avril. En fait, dans l'éventualité d'une réduction des volumes en provenance de Russie, des approvisionnements alternatifs sont à envisager en provenance des USA, d'Afrique du Sud, voire de Norvège (Fesil). Beaucoup de clients américains ont cependant conclu des contrats qui couvrent tout 2002, pour des prix variant de 48,5 cents la livre pour le matériel à 0,8 % maximum de fer et 52 cents pour le matériel à 0,5 % de fer. Pour les futurs approvisionnements, l'augmentation des prix ne devrait pas dépasser 1 cent la livre pour le matériau le plus pur.

(Metal bulletin : 15/04/2002 ; Platt's Metals Week : 15-21/04/2002)

TERRES RARES

- Les terres rares, substance stratégique et monopole chinois des approvisionnements

Les réserves mondiales de terres rares sont évaluées entre 70 et 90 Mt d'oxydes contenus, ce qui pourrait satisfaire, compte tenu des taux de récupération, près de 500 ans de production. La moitié de ces réserves, soit 43 Mt sont situées en Chine, le reste étant réparti entre les USA (13,6 Mt), l'Australie (5,1 Mt) et l'Inde (2,3 Mt.) Alors que l'essentiel des terres rares légères (terres rares cériques) sont extraites de minéraux comme la bastnaesite (carbonate) ou la monazite (phosphate), les terres rares lourdes (yttriques) proviennent du xénotime (phosphate) ou d'argiles d'altération de gisements primaires. La Chine a développé sa production de produits primaires et intermédiaires pour approvisionner 85 % du marché, évalué, toutes applications confondues à 74 000 t en 1999. Le Français Rhodia à travers sa filiale Rhodia electronics and Catalysis est le premier fabricant mondial de produits à valeur ajoutée avec des usines de traitement situées aux Etats-Unis, en France et deux joint venture en Chine.

En 2000, près des 2/3 des concentrés de terres rares importés dans l'Union Européenne étaient destinés à la France. Le tableau ci-après montre la répartition du marché par secteurs d'utilisation et zones géographiques.

APPLICATIONS	Amérique du nord	Europe	Asie	Chine	Autres	Total 1999 (tonnes oxydes)
Catalyse	12 500	5 000	3 000	3 000	500	24 000
Verres spéciaux	4 000	3 500	9 500	2 500	500	20 000
Métallurgie	1 500	200	3 300	5 200	300	10 500
Aimants	1 500	130	4 000	3 000	200	10 000
Céramiques	600	300	800	300	/	2 000
Tubes cathodiques (phosphore)	500	500	2 400	1 000	100	4 500
Autres	500	200	700	1 500	100	3 000
Total (t. oxydes)	21 100	11 000	23 700	16 500	1700	74 000

Dans un contexte de progression de la demande qui varie de 2 à 15 % suivant les applications, avec un plus fort développement anticipé dans le domaine des aimants ou celui des céramiques, le marché pourrait atteindre 100 000 t à l'horizon 2005. Le problème des approvisionnements se posera face à la situation monopolistique de la Chine mais aussi en raison du statut de sous-produit de la principale source d'approvisionnement chinoise, le gisement de Baotou en Mongolie intérieure, qui est d'abord une exploitation de minerai de fer.

(Industrial Minerals : avril/2002)

TITANE

- Un important acteur intégré dans les sables à minéraux lourds : l'australien TiWest

Tiwest est une joint venture regroupant Kerr Mc Gee Chemical Western Australia, filiale d'un des leaders mondiaux des pigments de titane, et de Ticor Resources. La société dispose en Australie occidentale d'un important site d'extraction de minéraux lourds mais assure aussi la fabrication de pigments de titane destinés notamment à l'industrie du papier. L'exploitation, située à Cooljarloo, produit annuellement 675 000 t de concentrés de minéraux lourds. Après séchage, séparation et transformation, la société est en mesure de commercialiser 440 000 t d'ilménite, 80 000 t de zircon, 30 000 t de rutile, 15 000 t de leucoxène et devrait étendre sa commercialisation à la staurotite, avec un objectif de 7 000 t en 2002. Ce silicate d'alumine est utilisé comme abrasif, il constitue dans ce domaine un produit de substitution au grenat. Tiwest dispose enfin d'installations permettant de produire 95 000 t/an de pigments blancs de titane obtenu à partir d'ilménite et 200 000 t/an de rutile synthétique.

(Industrial Minerals : avril/2002)

URANIUM

- Solutions spécifiques pour chaque type de déchets des différentes filières nucléaires

Le choix historique du retraitement a abouti à la production d'une grande variété de déchets pour lesquels des solutions spécifiques doivent être trouvées. Pour les déchets d'exploitation dits déchets A, faiblement ou moyennement radioactifs, dont la durée de vie est courte, la France a choisi de les stocker en surface, sous surveillance pendant environ 300 ans, après quoi leur radioactivité sera devenue négligeable. Pour les déchets issus du retraitement, de catégories B et C, leur sort doit être fixé par le parlement en 2006 et le choix réalisé entre les trois voies de recherche proposées par le député Christian Bataille dans le cadre de la loi de décembre 1991. A ces différentes catégories de déchets, il convient d'ajouter les 20 000 t issues du retraitement ; s'y ajoutent des combustibles usés plus dangereux parce qu'ils contiennent du plutonium, le Mox (mixed oxydes) tout d'abord est un mélange d'oxyde d'uranium (94 %) et d'oxyde de plutonium (6 %) qui permet de recycler le plutonium issu du retraitement. Il y a enfin le combustible usé non retraité (950 t en 2000) puisque EDF ne fait plus désormais retraiter la totalité du combustible irradiée.

En 2006, le choix devra être fait notamment entre un stockage ultime en profondeur qui semble faire l'unanimité au niveau international (des granites ont été retenus par les finlandais) et un stockage réversible à quelques dizaines de mètres sous terre, solution défendue par « le collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs ». Une solution intermédiaire étant un stockage réversible pendant 1 000 ans, durée de vie des bétons, à laquelle succéderait un stockage irréversible pour de simples raisons de sécurité et de stabilité des structures. Pour ce qui est des combustibles usés, ils sont temporairement entreposés dans les piscines des centrales et de la Hague.

(American Metal Market : 29/03/2002 ; Les Echos : 03/04/2002)

- Les producteurs occidentaux ont augmenté leur production en 2001.

D'après le Ux Weekly la production d'oxyde d'uranium du monde occidental a atteint 32 700 t en 2001 soit un accroissement de 2 % par rapport à l'année précédente. Cet accroissement provient essentiellement des gisements canadiens de Mac Arthur River et de Key Lake détenus majoritairement par le canadien Cameco avec un total combiné de 8 175 t. Les gisements de Cluff Lake et de Mac Lean lake détenus au Canada par le français Cogema ayant produit de leur côté 4 860 t. L'Australie est de deuxième producteur occidental avec 9 038 t. La production américaine avec un total de 1 180 t est en diminution de 34 % par rapport à l'année précédente.

(Mining Journal : 29/03/2002)

4. DIAMANT et METAUX PRECIEUX

DIAMANT

- Pas de certification définie pour lutter contre les diamants sales

Inscrite dans le processus de Kimberley qui vise à lutter contre les diamants sales, la conférence internationale d'Ottawa (Canada) n'a pas permis de définir techniquement et globalement une certification satisfaisante des gemmes. La certification d'origine devait permettre, pour tous les intervenants du marché et sous la poussée d'organisations diverses dont des ONG (cf. Amnesty International), de discriminer les pierres venant des pays sensibles où le trafic alimente les caisses des rebelles et entretient les guerres civiles : en tête RDC, Angola, Sierra Leone. En fait, ce sont les gemmes d'origine alluviale qui ont constitué le plus gros écueil à la certification. Du coup, les producteurs tel De Beers veulent rassurer en mettant en avant leurs propres critères de transparence. Mais en face, la réalité montre que ce trafic étend ses ramifications en faisant intervenir des personnages aux frontières de la politique, d'organisations d'espionnage, et du trafic d'armes.

(La Tribune : 22/03/2002)

- La RDC a vendu en mars pour 28,8 M\$ de diamants

D'après sa Direction des Mines et des Hydrocarbures, la République Démocratique du Congo a exporté, en mars, 1,34 millions de carats pour une valeur globale de 28,9 M\$. Sur ces chiffres, la part de production artisanale revient à 864 211 carats (64,5 %) et 23,1 M\$, et la part de production industrielle à 475 353 carats (35,5 %) et 5,8 M\$. Cette dernière est assurée par la MIBA (Société Minière de Bakwanga) et la société Sengamines à capitaux omanais.

(La Tribune : 11/04/2002)

ARGENT

- La Russie a vu exploser ses exportations d'argent en 2001, mais...

L'agence russe Interfax rapporte que les exportations d'argent ont plus que doublé entre 2000 et 2001, en passant de 183 t à 462 t (+ 152 %). Mais sur ce total, la Russie a encaissé les 6,5 % de taxes convenues sur seulement 61 t. Les compagnies minières ont détourné ce problème en cédant sans taxe leur métal dans d'ex-républiques soviétiques ayant constitué une union douanière avec la Russie (comme la Biélorussie), et n'ayant pas inscrit elles-mêmes de taxes à l'exportation de métaux précieux. Bien entendu, le métal est vendu ailleurs, et ne fait que transiter par les républiques concernées.

(La Tribune : 20/03/2002 ; Mining Journal : 22/03/2002)

OR

- Newmont a vendu sa participation dans Lihir Gold

Suite à son OPA réussie sur Normandy Mining et Franco-Nevada Mining, et à son engagement de réduire sa dette, le groupe américain Newmont Mining a vendu en bloc ses 9,7 % du capital de Lihir Gold à Macquarie Equity Capital (fonds d'investissement). Newmont a empoché 84 M\$ (le capital de Lihir Gold est de l'ordre de 855 M\$), portant à 210 M\$ le total de ses ventes d'actifs non stratégiques depuis l'OPA (sur un objectif de 250-300 M\$).

Lihir Gold opère la mine d'or de classe mondiale située dans l'île de Lihir, appartenant à la Papouasie-N^{elle} Guinée. L'actionnaire majeur de la compagnie est Rio Tinto (16,3 %), qui souhaiterait aussi vendre sa part à un juste prix. Lihir Gold pourrait intéresser des groupes comme le Canadien Placer Dome ou le sud-africain AngloGold. Mais Placer Dome n'a pas apprécié les coûts opératoires de Lihir dans le passé, et AngloGold, dépité par son échec sur Normandy, pourrait préparer une OPA sur le groupe minier australien n° 2, Newcrest.

(Financial Times : 04/04/2002 ; Metal Bulletin : 08/04/2002 ; Mining Journal : 05/04/2002 ; Platt's Metals Week : 08/04/2002)

- Annonce des ressources du gisement d'or australien de Telfer

Newcrest a communiqué prestement les chiffres révisés des ressources du gisement australien à or-cuivre de Telfer dont l'étude de faisabilité est en cours. Sans doute, faut-il avoir en mémoire l'intérêt que porte le groupe AngloGold à Newcrest. Les chiffres précédents faisaient état de 17,6 millions d'onces d'or et 667 000 t de cuivre. Les nouvelles ressources seraient de 26,6 millions d'onces d'or (soit 827 t) et de 960 000 t de cuivre. Dans ce total, sont distinguées :

des ressources mesurées de 170 Mt à 1,3 g/t Au (221 t) et 0,17 % Cu (0,29 Mt)

des ressources indiquées de 250 Mt à 1,8 g/t Au (450 t) et 0,2 % Cu (0,50 Mt)

des ressources possibles de 110 Mt à 1,2 g/t Au (132 t) et 0,15 % Cu (0,17 Mt)

(Mining Journal : 22/03/2002)

- Ouvertures et fermetures de mines d'or en Afrique

En Guinée, la mine Jean Gobelet, rebaptisée Kiniéro, a officiellement ouvert le 3 avril avec un retard de trois mois. Ses actionnaires et opérateurs sont la société minière locale Semafo et la société minière marocaine ONA, qui ont investi l'équivalent de 12,4 M\$. La production a commencé en open pit, tandis que le traitement est de type CIP (carbon in pulp). La prévision de production est de 1,87 t/an.. La première coulée est prévue dans les derniers jours d'avril.

Au Mali, la junior canadienne Nevsun Resources entreprendra dans quelques semaines, aussitôt terminée l'étude de faisabilité, une levée de fonds de 20 M\$ pour compléter le financement de son projet Tabakoto (région de Kéniéba). Ses ressources seraient de 1,8 millions d'onces (56 t). Nevsun serait la 1^{er} junior à opérer un gisement d'or.

Au Mali encore, il est question que RandGold Resources (partenaire d'AngloGold) arrive à faire décoller le projet Loulo après une énième étude de faisabilité. Loulo a des ressources de plus de quatre millions d'onces (> 124 t).

Au Zimbabwe, Falcon Gold a fermé la mine de Venice (1,2 t d'or en 2001) située près de Kadoma, dans la région centrale. C'est une des trois mines exploitées par Falcon dans le pays (outre Dalny et Golden Quarry). Falcon s'est justifié par des problèmes de change, l'état achetant le métal aux compagnies à un prix convenu en monnaie locale, en principe ajusté sur une équivalence US\$/once d'or. En fait les compagnies seraient surtout perdantes dans l'achat des énergies et des équipements qui sont surtaxés.

(African Mining Bulletin : 04-16/04/2002 ; Africa Mining Intelligence : 06/03/2002 ; Mining Journal : 29/03/2002 et 12/04/2002 ; La Tribune : 11/04/2002)

- L'or menacé par la libération des banques centrales après 2004 ?

Suite à la décision unilatérale de la Banque d'Angleterre de vendre une partie de son stock d'or dès juillet 1999 (total de 395 t vendues depuis), les banques centrales européennes (15 pays représentés) et les banques américaines s'étaient mises d'accord pour réguler ces déstockages. L'accord de Washington (septembre 1999) limitait à 400 t/an ces ventes, jusqu'en 2004, soit 2 000 t en tout. Mais la Banque Nationale Suisse a aussi cédé 390 t sur les 1 300 t de son programme de déstockage.

La Bundesbank, banque centrale allemande, n'a pu rester indifférente, et envisage, passée l'échéance de septembre 2004, de vendre partie de son stock de 3 500 t. Question, que va faire la Banque de France dont le stock est de 3 025 t ?

(La Tribune : 12/04/2002 ; Les Echos : 26/03/2002)

PALLADIUM – PLATINE

- Réduction de 50 % des besoins en palladium chez Ford qui cèderait son excédent à Norilsk ?

Ford Motor Co étudie une diminution de 50 % de ses besoins en palladium par rapport à l'usage fait en 2000. L'attention des spécialistes a été attirée par la provision d'un milliard de \$ faite par le constructeur automobile fin 2001 pour couvrir la perte de valeur du stock accumulé au prix fort (cours abaissé de 64 %). En cas de réalisation, la substitution par le platine et par des changements technologiques ferait passer la demande en PGM de Ford en 2002 de 2,3 à 1,4 millions d'onces.

Norilsk, n° 1 russe et mondial du palladium, serait en train de négocier avec Ford la reprise partielle ou totale de ce stock, dont la cession précipitée sur le marché mondial pourrait faire s'effondrer le cours.

(Les Echos : 21/03/2002 ; Metal Bulletin : 04/04/2002)

5. MINERAUX INDUSTRIELS ET MATERIAUX DE CONSTRUCTION

- Ciment : objectif Yougoslavie pour Lafarge

Après avoir porté, début avril, sa participation à 61,53 % dans le cimentier slovène Cementarna Trbovlje, Lafarge annonce l'acquisition de 70 % de BFC (Beocinska Fabrika Cementa) en Serbie-Montenegro. Avec une capacité de production annuelle de 1,5 Mt de ciment, BFC est le leader dans l'ex-Yougoslavie avec 50 % de parts de marché. L'acquisition s'est faite dans le cadre d'une des plus importantes privatisations réalisées depuis la mise en place du nouveau gouvernement à Belgrade. De son côté, avec une capacité annuelle de 520 000 t Cementarna Trbovlje est leader en Slovénie où la consommation annuelle est estimée à 1,2 Mt. Le ciment est une des branches d'activité les plus rentables du groupe Lafarge avec une marge opérationnelle de 23 %.

(Agence Reuters: 19/04/2002 ; Les Echos : 19/04/2002)

- Calcaire broyé pour charges : les matières premières secondaires vont arriver sur le marché

La société Calci-tech Ltd, basée à Ferney Voltaire dans le jura, annonce le démarrage à Leuna, en Allemagne, d'une usine pilote permettant de produire du calcaire précipité (PCC) issu du recyclage. Il s'agit en l'occurrence de traiter les effluents provenant de la fabrication d'acétylène et constitués par des chaux carburées et du gaz carbonique. La production devrait démarrer en 2002. Le produit commercial sera constitué par un slurry à 70 % de charge solide destiné au couchage du papier.

(Industrial Minerals : 04/2002)

- Charges dans les PVC, le recyclage par séparation des composants va changer la donne

Le chimiste belge Solvay et l'Allemand BASF, leaders européens de la production de PVC (Polyvinyl-chlorure), annoncent le démarrage en Italie, à Ferrare, de leur première usine destinée à recycler le PVC. L'originalité de la technique employée réside dans la séparation des composants par la dissolution du PVC dans un solvant organique, à la différence des méthodes utilisées jusque là. Outre le chlore, seront récupérées les charges telles que le carbonate de calcium et le tri-hydrate d'aluminium ATH (ignifugeant). L'usine sera sous le contrôle opérationnel de Vinyloop Ferra SpA, joint venture qui regroupe SolVin Italia (75 % Solvay, 25 % BASF), Adriplast (filiale de Solvay); TechnométalSrl et Vulcaflex. Pour un investissement de 10,6 M€, l'usine pourra fournir environ 10 000 t/an de produits entrant dans la fabrication du PVC. Près de 80 % de la matière première de l'usine sont représentés par des fibres plastiques utilisées dans le secteur de l'isolation.

Environ 30 % de la production annuelle de chlore de l'UE est utilisée dans les PVC, pour une capacité de production installée de 10 à 13 Mt. La consommation annuelle de charges minérales dans les plastiques est évaluée à environ 2 Mt dans l'UE dont 70 % est destinée aux PVC ou aux résines polyesters insaturées utilisées dans les fibres de renforcement.

Dans l'éventualité d'une montée en puissance de cette technologie, l'évolution de la consommation des matières premières primaires risque de s'en trouver affecté.

(Industrial Minerals : avril 2002)

6. EAUX MINERALES

- Perrier Vittel devient Nestlé Waters et doit augmenter sa rentabilité

Désormais baptisée Nestlé Waters, le groupe Perrier Vittel, filiale autonome du géant agro-alimentaire suisse Nestlé se voit fixer comme objectif d'aligner sa rentabilité sur celle du géant suisse. Celle-ci devra croître de trois points pour passer de 8,3 % à 11,4 %, selon un calendrier qui n'a pas été précisé.

En 2001, Perrier Vittel a réalisé un chiffre d'affaires de 5,36 milliards d'euros, dont 90 % en Europe et en Amérique du Nord. Pour un accroissement de 25 % du CA, le résultat d'exploitation a marqué une progression de 23 % à 441 M€. Le groupe, qui dispose d'un portefeuille de 72 marques dont les trois quarts sont des marques locales, se développera en priorité dans les zones géographiques où il est déjà fortement implanté. Il privilégiera les innovations liées à l'évolution du consommateur nomade, « en quête de plaisir, attentif à sa santé, à l'environnement », notamment dans le domaine en forte croissance des bonbonnes d'eau ou HOD (« Home and Office Delivery »). Il occupe déjà dans ce secteur une position de leader en Europe et Amérique du Nord avec un CA de 857 M€, soit 16 % de son chiffre d'affaires total.

La mutation du groupe s'effectue dans un contexte de mouvements sociaux. Après ceux rencontrés à Vergèze, dans le Gard, en 2001, la production est perturbée sur le site de Vittel depuis le 7 mars, les 1 200 salariés réclamant notamment des mesures d'intéressement.

(Le Monde : 05/04/2002 ; Les Echos : 12/04/2002)

- Les centres Leclerc se lancent dans l'eau de source

L'association des centres Leclerc, un des leaders français de la distribution, a décidé d'investir dans la production d'eau minérale. Son coprésident, Michel Edouard Leclerc justifie cette attitude par les risques de monopole, puisque 80 % de la production est assurée par trois ou quatre grosses sociétés (Danone, Perrier-Vittel, groupe Castel...), alors que la consommation augmente de 10 % par an. Cette démarche, tout en permettant la maîtrise des approvisionnements pourra contribuer à limiter des hausses de prix prévisibles et, en facilitant la connaissance des mécanismes de formation des prix de l'eau, constituera une meilleure base de négociation avec les fournisseurs.

Un accord vient d'être signé avec la commune de Laqueille dans le Puy de Dôme pour la construction d'une usine d'embouteillage d'une capacité annuelle de 300 millions de cols qui devrait produire dès 2004 avec un objectif initial de 100 millions de cols. L'investissement de 15 M€ sera réalisé par la Scamark, société chargée de la conception et de la commercialisation des produits de la marque Leclerc, il permettra la création d'une quarantaine d'emplois sur le site.

(Les Echos : 19/04/2002)

7. NEGOCE ET RECYCLAGE

- Le pneu usagé entre deux eaux

Alors que le décret sur la gestion des pneus usagés est actuellement examiné par le conseil d'Etat, les principaux fabricants ont déposé, en janvier 2002, les statuts d'Aliapur. Cette société a la vocation d'organiser et de développer la valorisation des pneus usagés non réutilisables (PUNR), en France, en conformité avec le contenu du futur décret « pneumatiques usagés ».

Les pneus usagés constituent un gisement très important, mal connu, estimé entre 380 000 et 405 000 t, soit environ 30 millions de pneumatiques, auxquels il faut ajouter les déchets de production, la proportion de ces déchets pouvant varier entre 5 et 30 % suivant les produits fabriqués. Seuls 36 %, soit environ 143 000 t font l'objet d'une valorisation. Il s'agit d'abord du rechapage (46 %) ensuite de la valorisation énergétique dans les cimenteries (18 %). La forme la plus prometteuse à l'heure actuelle semble être le broyage sous forme de poudres (< 2 mm) ou de granulés dont la destination couvre un large spectre allant des bandages de roues pleines jusqu'au sol des aires de jeux. Ces trois utilisations représentant à elles seules 85 % des usages.

Nature de la valorisation	Tonnes en %
Rechapage	46 %
Valorisation énergétique en cimenterie	18 %
Granulation	21 %
Génie civil	11 %
Occasion	3 %
Autres	1 %
TOTAL	100 %

Alors qu'à l'heure actuelle plus de 60 % des pneus usagés sont encore mis en décharge, dès le 1er juillet 2002, la loi impose de trouver une solution alternative pour ces déchets industriels banals (DIB). L'exercice de valorisation est d'autant plus difficile que les cimenteries, déjà fortement sollicitées pour les farines animales, plus rémunératrices, ne sont pas prêtes à augmenter les tonnages. Le défi est donc grand pour la société Aliapur qui sera financée à partir de la « contribution » environnementale versée sur chaque pneu vendu par les différents adhérents. Le montant de cette contribution n'a pas encore été fixé.

(Environnement et technique : avril 2002)

- La directive européenne sur le recyclage des déchets électroniques bientôt adoptée

Le parlement de Strasbourg a adopté le 10 avril un texte sur les déchets des équipements électriques et électroniques (DEEE) qui, selon le principe du « pollueur-payeur », prévoit le recyclage de ces déchets aux frais de l'industrie. Ce texte fait suite à un autre document mis au point par l'autre organe législatif européen : le conseil des ministres des 15. Les deux textes divergent sur certains points et devront être harmonisés dans les trois mois pour que la directive ait force de loi et puisse être transcrite dans les lois nationales. Parmi les points d'achoppement figurent le taux de recyclage et l'interdiction, assortie d'amendes, de mettre les DEEE à la décharge au lieu de les soumettre à une collecte spécialisée. Alors que cette dernière solution est exigée par les élus, les états membres la rejettent. Cependant, un des plus gros enjeux est constitué par le financement du recyclage, aussi bien des déchets historiques que des déchets « orphelins ». L'industrie représentée par l'association « Orgalim » estime le coût de la loi à 7,5 milliards d'euros par an, auxquels s'ajoutent 40 milliards de frais au titre des déchets historiques. Les DREE sont estimés à 16 kg par an pour chacun des 360 millions d'européens. Concrètement, le surcoût pour le consommateur est estimé à 0,5 euros pour un téléphone mobile et 20 euros pour un réfrigérateur.

(Le Figaro : 11/04/2002 ; Metal Bulletin : 15/04/2002)

- Amiante libre : une réglementation qui évolue, un marché important

La réglementation sanitaire concernant l'amiante a été marquée par la publication d'un nouveau décret en date du 13 septembre 2001. Celui-ci étend le contrôle de la présence d'amiante libre dans les bâtiments aux faux plafonds et abaisse de 25 à 5 fibres par litres le niveau d'empoussièrément qui déclenche les travaux de confinement ou de retrait. Ces travaux devront être achevés dans un délai de 3 à 9 ans alors que la version précédente du texte exigeait qu'ils soient engagés dans les 12 mois suivant le diagnostic sans préciser de durée maximum. On estime que la superficie des bâtiments contenant des flocages ou des calorifugeages à base d'amiante atteint 100 millions de m². Le marché associé serait estimé à 12,2 milliards d'euros pour un coût moyen relatif aux travaux de 120 € par m². Les coûts d'élimination des déchets représenteraient 2 à 6 % du coût des travaux soit 250 à 750 M€. Tous les déchets issus des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante étant assimilés à des déchets industriels spéciaux (DIS), ce sont près de 200 000 t de déchets d'amiante libre qui devront être éliminés en décharge de classe 1 ou par vitrification. Le gisement annuel est actuellement estimé à 12 000 t Les coûts d'élimination sont de 380 €/t pour le stockage et 760 à 1 220 €/t pour la vitrification.

(Environnement et Technique : avril/2002)

- Déchets électroniques américains : objectif ... mise en décharge déguisée en Chine

Au moins 50 % des équipements électroniques en fin de vie collectés aux Etats-Unis sont exportés vers l'Asie, dont 90 % en Chine, pour y être démantelés et... recyclés. Une enquête récemment menée par des ONG a cependant montré qu'il s'agissait en fait d'une mise en décharge déguisée, les Etats-Unis étant le seul pays développé à ne pas avoir signé la convention de Bâle qui interdit l'exportation de déchets dangereux. En raison de la durée de vie de plus en plus réduite de ces équipements, les prévisions font état en 2004 de 315 Mt d'ordinateurs en fin de vie. Si les flux actuels devaient se poursuivre, c'est donc plus de 500 000 t de plomb, 900 t de cadmium, 200 t de mercure, et quelques 600 t de chrome qui pourraient échouer dans les décharges du tiers monde.

(Recyclage Récupération Magazine : 29/03/2002 et 05/04/2002)

- A partir du 1er janvier 2003, les boîtes boissons seront consignées en Allemagne

Suite à l'échec de l'industrie des boissons d'atteindre l'objectif de mettre sur le marché 72 % du volume des boissons dans des contenants réutilisables, le gouvernement allemand a approuvé le projet de mise en place d'une consigne obligatoire. Celle-ci devrait être effective le 1^{er} janvier 2003 pour les boîtes boissons de bière, d'eau minérale et de boissons non alcoolisées. Alors que 85 à 90 % des boîtes boissons utilisées en Allemagne sont en acier, la mesure pourrait favoriser l'utilisation de l'aluminium. Ce métal se caractérise en effet par sa recyclabilité et par ses nombreuses possibilités de réutilisation

(Recyclage et Récupération Magazine : 22/03/2002)

QUESTIONS MULTILATERALES

ACIER

- Suites de la mesure 201 : bataille de principe et bataille juridique en vue à l'OMC...

L'Union Européenne comme les autres pays producteurs d'acier va porter l'affaire de la « guerre de l'acier » devant la commission de l'Organisation Mondiale du Commerce. Cette protestation se situera à deux niveaux étroitement liés.

D'abord une question de principe, puisque les pays affectés estiment que les mesures unilatérales américaines sont tout à fait contraires à l'esprit de libre échange prôné par l'OMC.

Ensuite une question purement juridique. Ou bien la décision américaine a été prise pour protéger l'industrie américaine et on se situe alors en marge des principes de l'OMC et plutôt dans le cadre d'un avantage déguisé aux industriels américains. Ou bien la décision américaine s'assimile à des mesures « anti-dumping », et dans ce cas il aurait fallu d'abord le démontrer, et surtout que les taxes perçues normalement par le Trésor Américain ne puissent pas ensuite être dirigées vers les industriels américains, ce qui s'assimilerait de fait à une subvention déguisée. C'est certainement une longue bataille d'avocats d'affaires qui se prépare, ceux des deux camps se déclarant d'ailleurs très optimistes.

(American Metal Market : 08/04/2002 ; Metal Bulletin : 08/04/2002)

- ...Mais les pays concernés n'ont pas tous la même détermination

Comme dans tous les conflits d'échelle planétaire, et compte tenu du poids de l'adversaire chacun pèse les risques d'un engagement total et des dissensions se font jour.

En Europe la Grande Bretagne, par son Premier Ministre Tony Blair, a demandé au président américain George Bush, d'exclure l'acier britannique de la récente décision américaine d'appliquer jusqu'à 30 % de douane sur certains aciers importés. Mais la presse britannique souligne qu'une telle demande pourrait être mal perçue par les partenaires européens de la Grande-Bretagne. Par ailleurs dans l'Union Européenne les industriels allemands sont très inquiets d'une perspective d'escalade de sanctions américaines contre leurs exportations.

Le Japon pour sa part reste très déterminé et pourrait envisager lui aussi des contre-mesures si les Etats-Unis ne prennent pas en compte leur préjudice estimé à hauteur de 165 M\$.

(La Tribune : 10/04/2002 ; Financial Times : 12/04/200)

- Russie : une adhésion à l'OMC ne fait pas l'unanimité chez les sidérurgistes

La Russie est candidate à l'Organisation Mondiale du Commerce et les négociations sont en cours depuis plus d'un an. Le secteur de l'acier se sent bien sûr concerné au premier chef, puisqu'il est fortement pénalisé par les barrières protectionnistes élevées par les Etats-Unis et l'Union Européenne, deux zones économiques de la planète qui lui sont pratiquement fermées. Les récentes décisions américaines, ainsi que les contre-mesures adoptées par l'Union Européenne, contribuent évidemment à aviver un débat entre partisans et adversaires d'une adhésion à l'OMC.

Les partisans partent d'abord du constat que la Russie, comme de nombreux pays en voie de développement, connaît des difficultés à pénétrer les marchés des membres de l'OMC, et que joindre ce club contribuerait déjà à aplanir celles-ci. Par ailleurs être membre permettrait aussi de porter plainte officiellement contre des décisions du type de celle annoncées par le président Bush, et d'une manière plus générale avoir une position plus forte lors de controverses sur des mesures anti-dumping. Enfin, et peut-être est-ce le plus important, la Russie qui s'est historiquement spécialisée dans l'exportation de produits de qualité médiocre parce qu'ils étaient moins pénalisés par les barrières douanières pourrait changer de stratégie pour aller vers une production de meilleure qualité dans un cadre d'échanges commerciaux facilités par l'adhésion à l'OMC.

Les sceptiques, sinon les opposants, sont persuadés qu'une entrée à l'OMC, certes gage de reconnaissance d'une vraie économie de marché, ne changerait que peu la situation des exportateurs car ils sont convaincus d'une vraie volonté des Etats-Unis comme de l'Union Européenne de barrer la route à l'acier russe. Et les mêmes soulignent de plus le danger potentiel pour les industries russes consommatrices de métal qui devront entrer en compétition avec les fabricants des pays membres de l'OMC si les barrières douanières venaient à se réduire ou disparaître. On pourrait alors enregistrer une chute de consommation intérieure de métal, une baisse des prix rognant les marges bénéficiaires des aciéristes russes.

(Metal Buletinl : 18/04/2002)

- Turquie : épargnée par les Etats-Unis, mais déçue par l'Europe

La Turquie, en tant que pays en développement, a été pour l'essentiel exemptée des mesures américaines sur la taxation des importations d'acier. Son commerce avec l'Amérique ne sera donc que peu affecté. Par contre les mesures de protection, prises par l'Union Européenne, à la suite de la mesure « 201 » américaine, dans l'objectif de se protéger des volumes d'acier détournés du marché américain, n'épargnent pas la Turquie. Et alors que seulement 250 000 t/an d'acier turc seront touchées par les taxes américaines, c'est une quantité huit fois plus élevée, soit 2 000 000 t, qui sera affectée par les sanctions européennes. La Turquie est ainsi doublement déçue par l'Europe, d'abord parce que celle-ci ne lui reconnaît pas un statut privilégié comme l'ont fait les Américains, et peut-être surtout parce qu'elle se considère déjà comme faisant partie du cercle européen. L'association des producteurs d'acier turcs a donc demandé à leur gouvernement de tenter de remédier à cette situation, en soulignant qu'elle pourrait porter l'affaire devant l'OMC en cas d'échec.

(Metal Bulletin: 04-08/04/2002)

MANGANESE

- Etats-Unis : 2 compagnies demandent une levée des taxes sur le manganèse africain

Les produits manganésifères sous forme de paillettes à 99,5 % de manganèse sont taxés à hauteur de 14 % par les autorités douanières américaines quand ils viennent d'Afrique du Sud. Deux compagnies, Manganese Metal Co (Pty) Ltd (Afrique du Sud) et Eramet Marietta Inc (Ohio) ont demandé à être exemptées de cette taxe, arguant qu'une telle levée serait sans conséquence pour l'industrie américaine. Mais cette demande est intensément combattue par plusieurs compagnies américaines, en particulier CC Metals & Alloys (New York) et Shieldalloy Metallurgical Corp (New Jersey), qui ne voient pas pourquoi on leur accorderait cet avantage alors qu'ils occupent déjà une position privilégiée sans avoir été gênés par les taxes. Ils soulignent de plus que la seule autre source d'approvisionnement possible est la Chine dont les cargaisons sont-elles aussi taxées. Mais Eramet répond qu'une levée rétablirait un équilibre salubre pour sa filiale américaine, compte tenu du fait que Shield Alloy, un de ses rivaux dans le secteur des briquettes de manganèse-aluminium, bénéficie d'un clair avantage en achetant des produits de base chinois à un prix finalement considérablement plus bas. Eramet mettant en question la survie de son activité américaine, l'affaire est à suivre.

(American Metal Market : 28/03/2002)

SILICIUM

- France (et Europe) : expiration de certaines mesures anti-dumping

Des mesures anti-dumping relatives au silicium métal en provenance de Chine arriveront à expiration le 17 décembre 2002, sauf demande de réexamen motivée remise avant le 16 septembre 2002. Il s'agit d'un avis publié au Journal Officiel des Communautés Européennes (JOCE).

(Bulletin d'informations professionnelles de la Fédération des Métaux (BIB-FMM) : 04/04/2002)

LES ETATS

AFRIQUE DU SUD

- Projet de loi minière en faveur du « Black empowerment »

Ce projet de loi qui accorde la priorité à des opérateurs miniers partenaires de sociétés à capitaux noirs pour l'obtention de permis miniers devrait être voté avant la fin de l'année. Déjà quelques rapprochements ont été réalisés par des sociétés anticipants la loi (Aflase, exploitant d'or, avec la société d'empowerment Lwami Investments Pty).

Sur le plan national, l'index des sociétés noires, toutes activités confondues, révèle que seulement 12 % des groupes noirs cotés affichent des performances plus élevées que l'index boursier moyen. Débuté en 1994 le « black empowerment » a culminé avec 9 % de la capitalisation boursière en 1997 pour s'effondrer à 2,2 % en 2001 (34 sociétés). Mauvais plans de financements, dettes trop lourdes, partenariats fragiles, effets de la crise asiatique, sont les arguments le plus souvent annoncés. L'entrée en bourse de la société minière Mvelaphanda holdings (diamant et platine) en février est cependant porteuse d'espoir.

(Africa Mining Intelligence : 17/04/2002; La lettre Afrique Expansion : 15/04/2002)

ANGOLA

- Tensions entre Ascorp et le MPLA : premiers effets du processus de Kimberley ?

Le parti au pouvoir a accusé Ascorp, JV entre Sodiam (société d'Etat) et le groupe israélien Leviev, ayant le monopole de commercialisation du diamant, de fomenter le trafic illégal en favorisant l'attribution d'autorisation d'exportations à des illégaux. Ascorp se défousse en soulignant qu'elle ne fait des recommandations que sur des bases purement commerciales et que les attributions officielles sont du ressort exclusif du gouvernement et de la police angolaise qui se doit de vérifier les autres aspects légaux des demandeurs.

La conscience du regard international porté sur les diamants sales pourrait être une conséquence de l'expression de cette dissension interne.

(Africa Mining Intelligence : 17/04/2002)

BRESIL

- Succès total de la troisième phase de privatisation de CVRD qui établi par ailleurs un nouveau record de profits pour la cinquième année consécutive

Une suscription triple de l'offre a permis de vendre pour 1,6 milliards de \$ les dernières actions (28 %) de l'état dans CVRD (Premier producteur de fer mondial). Cette vente est la seconde plus importante cession d'actifs étatiques après celle de 28,5 % des actions de Petrobras pour 4,1 milliards de \$ en 2000. Ce succès conforte l'état brésilien dans sa politique de privatisation, lui permet de réduire son déficit budgétaire et de financer de futurs investissements. Bien que ne possédant plus aucun intérêt dans la compagnie, l'état conserve néanmoins un droit de veto sur les décisions majeures.

CVRD a annoncé pour 2001 une augmentation de 43 % de ses profits qui progressent sans discontinuer depuis cinq ans (moyenne annuelle de progression de 41,7 %) et qui proviennent à 58 % de sa production de fer. La compagnie envisage un minimum de 1 milliard de \$ d'investissement en 2002.

(Metal Life : 04/04/2002 ; Mining Journal 29/03/2002)

CHILI

- La compagnie d'état Codelco étend son emprise sur le Pérou

Le premier producteur mondial de cuivre a annoncé son intention de s'allier à d'autres compagnies pour exploiter le cuivre du Pérou. Cette action est la mise en place de la stratégie affichée d'extension sur tout le continent sud américain. Le Pérou, cinquième producteur mondial de cuivre, devrait conforter sa position avec la production annoncée de 1,1 millions de tonnes pour Antamina en 2002.

(La tribune : 20/03/2002)

CHINE

- Le procédé Canadien pour la récupération du méthane du charbon adopté par les autorités chinoises

Le ministère du commerce extérieur et de la coopération économique (MOFTEC) vient de signer un accord avec l'agence de développement international du Canada pour le développement de ce procédé qui permet à la fois de se débarrasser des émanations de CO² des industries et de récupérer du méthane. La technique repose sur la plus grande propension du CO² à l'absorption par les couches de charbon. Le budget annoncé sera financé à part égale de 3 M\$. Trois micro-unités pilotes seront implantées dans les trois ans afin de sélectionner le meilleur site pour un test pilote à échelle industrielle. La Chine relâche dans l'atmosphère 6 milliards de m³/an pour minimiser les coups de grisou mais gaspille ainsi une source d'énergie valorisable et pollue sérieusement l'environnement. 10 milliards de m³/an pourraient ainsi être récupérés à partir de 2010 depuis des couches charbonneuses situées à 2000 m de profondeur moyenne.

Les réserves sont estimées à plus de 33 000 milliards de m³.

(Mining journal : 19/04/2002)

- L'année 2002 ne voit pas de ralentissement dans la cadence des accidents miniers

Malgré les mesures prises qui sont essentiellement de fermer toutes les mines artisanales au profit des grandes mines à technologie moderne, 994 morts sont déjà enregistrés pour le premier trimestre soit une hausse de 13 % par rapport à la même période en 2001 où 7 700 morts avaient officiellement été annoncés. 75 % de ces accidents proviennent de la mine du charbon.

(Mining journal : 12-19/04/2002)

- Le protectionnisme chinois en matière de données géologiques est levé

Le ministère des ressources naturelles qui sera chargé à partir de juillet 2002 de gérer l'information géologique a annoncé, en rupture avec la politique passée, la libre consultation des données par les sociétés étrangères. Une taxe sera cependant exigée des consultants.

(Mining Journal : 12/04/2002)

- La Chine, inquiète pour son approvisionnement en cuivre

Une joint venture a été créée entre China Minmetals Group et les principaux producteurs de cuivre chinois pour rechercher des sources d'approvisionnement en concentré à l'étranger. La demande en cuivre croît avec une moyenne annuelle de 20,4 % et les producteurs nationaux ne peuvent plus suivre. Cette situation freinant le développement industriel certains groupes comme China United Copper Co Ltd (CUC) commencent à rechercher des participations dans des joint venture minières à l'étranger.

(Mining Journal : 22/03/2002)

GHANA

- Premiers effets de la loi environnementale

Promulguée en 1999, la loi instituant une caution pour garantir la remise en état des terres exploitées commence à fait ressentir ses premiers effets. Six sociétés ont déjà versé leur caution pour des sommes allant de 2 M\$ à 38 000 \$. Ces cautions sont déposées dans trois banques ghanéennes et ne sont restituées qu'après réhabilitation des sites. Ashanti Gold Fields elle-même ne dérogera pas et négocie toujours le montant de sa caution alors que Bogoso Gold Ltd devrait verser prochainement une caution de 5 M\$.

(Africa Mining Intelligence : 03/04/2002)

GROENLAND

- Exploration géologique et minière en effervescence

Les services géologiques du Groenland et du Danemark ont désormais un budget moyen de 4,8 M\$/an pour la cartographie géologique. Des projets de levés aériens par géophysique hyper spectrale sont programmés pour 2002. Ces reconnaissances et la législation minière particulièrement favorable relativement à celle de l'Europe devraient dans un proche avenir provoquer l'intérêt des grands groupes miniers pour le sous-continent glacé.

(Mining Journal : 12/04/2002)

GUINEE EQUATORIALE

- Nouveau code minier et ouverture « contrôlée » de l'exploration

Le gouvernement semble enfin prendre conscience que le monopole d'état en association avec la compagnie pétrolière américaine United Meridian Corporation, n'est pas le meilleur moyen pour développer le secteur minier. Bien qu'ayant mené quelques explorations minières de 1996 à 1998 et ayant signé une joint-venture avec l'état sur une concession minière englobant presque tout le pays, UMCEG n'a depuis pris aucune initiative. Le gouvernement mécontent s'apprête donc à ouvrir le secteur minier à d'autres opérateurs. Pour ce faire, il a fait rédiger un nouveau code minier par le consultant britannique Exploration Consultants Group. Ce document devrait être soumis au parlement très prochainement alors que des négociations auraient déjà été menées avec des juniors nord américaines.

(Africa Mining Intelligence : 03/04/2002)

INDE

- La privatisation de Nalco démarrera dans trois mois

L'état a annoncé la vente de 59,15 % de sa participation dans la société d'état National Aluminium Co ; 10 % seront vendus à travers une offre publique en juillet 2002 ; 20 % iront ensuite dans l'« American Depository Receipts » et les 29,15 % restant seront vendus à un partenaire « stratégique » non encore défini. Pechiney se serait porté acquéreur à hauteur de 25 %. L'opération devrait s'achever en mars 2003.

(Platts Metals week : 15/04/2002)

LIBERIA

- Nouveau code minier promu par Mano River et premières attributions de permis

La compagnie canadienne qui semble avoir tissé des liens très étroits avec le gouvernement vient de se voir octroyé deux MDA (Mineral Development Agreement) pour développer ses deux projets de Bea (Or) et Kpo (Diamant). La société avait élaboré en 2000 avec le cabinet PriceWaterHouse une étude comparative des différents codes miniers d'Afrique et d'Amérique du Sud. Le nouveau code minier qui en a résulté réduit de 20 à 10 % la participation de l'état dans toute concession, abaisse de 35 à 30 % la « corporation tax » et permet une marge de négociation de 3 à 10 % des royalties. Mano river, a obtenu le minimum et négocie actuellement d'autres MDA sur les diamants alluviaux.

(Africa Mining Intelligence : 03/04/2002)

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

- Appel d'offre de la Banque mondiale pour la mise en place d'un cadastre minier et la réorganisation de la Gécamines

Suite à son enquête récente au Katanga, les grands consultants mondiaux attendent l'appel d'offre de la Banque Mondiale. Les groupes français (Sofreco, BRGM, Armines), ou belges (Bugeco) ont été exclus de la short-list. Les groupes anglais : International Mining Consultants (IMC), pourtant jamais intervenu au Congo, Exploration Consultants Ltd, Crowe, Schaffalitzky & associates, SRK ; les Sud Africains : African Mining Services, Mineral Corporation Techpro Mining & Metallurgy , les Australiens avec Resources Exploration group et Snowden associates et les canadiens : CGT ou Tescult sont sur les rangs pour ce marché stratégique.

(Africa Mining Intelligence : 06/04/2000)

RUSSIE

- La production d'or bat record sur record

Le responsable de l'union des producteurs d'or russe a annoncé que la production 2001, avec 141,5 t a été la plus forte de ces 10 dernières années. Ce record historique devrait être effacé par la production 2002 estimée à plus de 175 t.

(Mining Journal : 15/03/2002)

VENEZUELA

- La décision américaine d'imposer des taxes d'importations de 30 % sur l'acier fait boule de neige

Suite aux mesures américaines sur les restrictions d'importations d'acier, le gouvernement du Venezuela a annoncé lui aussi une hausse de 20 à 35 % de ses taxes d'importations pour plus de 150 produits de l'industrie de l'acier. Cette mesure est destinée à empêcher l'arrivée de produits initialement dirigés vers le marché américain.

(Metal Bulletin : avril 2002)

ZAMBIE

- La production de Konkola Copper Mines (KCM) se poursuit

Malgré le retrait annoncé d'Anglo American (son actionnaire majoritaire) pour début 2003 au plus tard, la production pour le premier trimestre serait passée de 42 523 t à 51 542 tonnes par rapport à la même période en 2001. Le programme d'amélioration de la productivité et de baisse des coûts semble fonctionner alors que le gouvernement multiplie les efforts pour attirer un nouveau partenaire étranger. Conscient que le climat économique n'est pas favorable et qu'il sera peut-être contraint de re nationaliser, l'état négocie actuellement avec des consultants pour assurer l'intérim de la direction des opérations.

(World Steel & Metal News : 11/04/2002)

LES ENTREPRISES

- Alcan

Le second aluminier mondial a annoncé un profit net de 86 M\$ sur le premier trimestre de l'année 2002, pour un chiffre d'affaires de 2,9 milliards. Ce résultat contraste avec la perte nette de 357 millions enregistrée au quatrième trimestre 2001. Par ailleurs, la compagnie annonce une relative amélioration de son carnet de commandes due aux reprises économiques américaine et asiatique. Pour 2002, Alcan prévoit une hausse de 3 % de la demande en aluminium, contre une baisse de 6,2 % enregistrée en 2001 – la plus forte chute depuis vingt ans.

(Financial Times : 17/04/2002)

- Alcoa

Le premier aluminier mondial a annoncé un profit net de 218 M\$ pour le premier trimestre 2002, pour un chiffre d'affaires de 5 milliards de dollars. Ce résultat contraste avec la perte nette de 142 millions enregistrée au quatrième trimestre 2001, mais, selon le président de la société Alan Belda, on ne peut pas encore véritablement parler de reprise et la société continuera à se focaliser sur son plan de réduction des coûts qui vise 1 milliard d'économies à l'horizon 2003. Sur les 5 divisions de la société, les deux plus importantes (ingénierie et produits plats, avec des ventes respectivement de 1,4 et 1,2 milliards au premier trimestre) ont enregistré une faible baisse par rapport au dernier trimestre 2001, la division emballages une baisse de 11 % à 624 millions et les divisions alumine & chimie et métaux primaires de faibles hausses, respectivement à 764 et 425 millions.

(Financial Times : 06-07/04/2002 ; Mining Journal : 12/04/2002)

- Anglo American

Après avoir acheté 9,6 % de Kumba Resources Ltd, en mars dernier, Anglo vient d'exercer son option pour acquérir 10,5 % supplémentaires cumulant désormais 20,1 % dans le premier producteur de fer sud-africain. Kumba Ressources Ltd est issu de la division, en novembre 2001, d'Isacor en deux entités indépendantes : Kumba pour la mine et Isacor Limited pour l'aciérie. Kumba opère l'une des plus grosses réserves, 800 Mt de minerai de fer, du type « lump » et possède la moitié des réserves mondiales de ce type de minerai. Kumba opère aussi la plus grande mine de charbon à ciel ouvert d'Afrique et la plus grande usine de traitement de charbon du monde. Il gère également les raffineries de zinc aux plus bas coûts de fonctionnement du monde.

(Mining Journal : 19/04/2002)

- **Arcelor**

Arbed, l'aciériste luxembourgeois, membre de la fusion ayant donné naissance à Arcelor, a annoncé fin mars des résultats pour l'exercice 2001 très décevants, avec une chute de 80 % du résultat net à 86 M€ sur un chiffre d'affaires en recul de 5,5 % à 12,5 milliards d'euros. Pour certains analystes, ces résultats laissent présager une mauvaise performance du nouvel ensemble pour son premier exercice. Arcelor a annoncé une hausse des prix pour juillet, qui serait probablement suivie d'une autre à la fin de l'année. Ainsi, les aciéristes européens ont adopté une stratégie privilégiant le niveau des prix aux volumes vendus.

(La Tribune : 27/03/2002 et 19/04/2002)

- **Ashanti**

En 2001, le producteur d'or ghanéen a doublé ses profits nets (avant éléments exceptionnels) à 63 M\$ et réduit de 43 % le montant des intérêts financiers ainsi que son endettement net, malgré une baisse de production. Au cours de l'année passée, la société a réussi à lever 219 M\$ en vue de restructurer sa dette. Par ailleurs, la pression des créanciers et des actionnaires étrangers de la société sur le gouvernement ghanéen augmente pour que celui-ci abandonne sa « golden share » de 20 % dans la société ; celle-ci est considérée comme un obstacle à l'entrée dans le capital d'Ashanti d'un major tel que AngloGold ou Goldfields.

(Financial Times : 27/03/2002)

- **Corus**

Après deux années de pertes et de sévères restructurations, l'aciériste anglo-hollandais pourrait enfin sortir de l'ornière en 2003 où il vise des bénéfices avant impôts de 500-700 M£, après une perte de 462 M£ (665 M\$) en 2001 et 1,1 milliards de livres en 2000. Pour 2002, Corus espère tout juste être à l'équilibre. Récemment, le groupe a annoncé la vente de sa division aluminium, très profitable mais trop petite et dépourvue de synergies avec l'acier. Cette vente devrait rapporter environ 800 millions de livres à Corus. En 2001 la société a produit 18 Mt d'acier dont 12 en Grande Bretagne et 6 aux Pays Bas.

(Financial Times : 19/04/2002)

- **CVRD**

La vente des 28 % du capital (68,5 millions d'actions) que représentait la participation de l'état dans la société a rencontré un grand succès et rapporté 1,6 milliards de dollars au gouvernement, plus environ 300 millions supplémentaires aux banques chargées de l'opération de privatisation qui ont exercé leur option de vendre 10,3 millions d'actions supplémentaires. Au total, 78,8 millions d'actions ont été achetées, moitié par des intérêts brésiliens et moitié par des étrangers.

(Mining Journal : 29/03/2002)

- **Eramet**

La société affiche une perte nette de 3 M€ en 2001. Celle-ci est due à une provision de 51 M€ sur sa filiale américaine à 38,5 % Special Metals Corp (SMC) qui s'est placée fin mars sous la protection du chapitre 11 de la loi américaine sur les faillites. Hors éléments exceptionnels, en 2001 le bénéfice d'Eramet s'établit à 48 M€ (107 millions en 2000) pour un chiffre d'affaires de 2,23 milliards. Parmi les 3 activités d'Eramet, ce sont les alliages (37 % du CA) qui se sont le mieux comportés en 2001 (67 millions de résultat d'exploitation). Le nickel a vu son résultat baisser à 41 millions et le manganèse (41 % du CA) a enregistré une perte de 3 millions.

(La Tribune : 29/03/2002 ; Le Figaro : 29/03/2002 ; Les Echos : 29/03/2002)

- **Inco**

Le groupe canadien a annoncé pour le premier trimestre 2002 un bénéfice net de 11 M\$, soit 87 % de moins qu'un an auparavant (85 millions). Le chiffre d'affaires a fléchi de 14 % à 506 millions par rapport au trimestre correspondant de 2001. Pour 2002, Inco prévoit une production totale de 213 000 t de nickel, 125 000 t de cuivre et 405 000 onces de platinoïdes. Les travaux d'aménagement du site de l'usine de Goro en Nouvelle Calédonie avancent à grand pas et la société s'attend à obtenir vers la fin du second trimestre de l'année le permis nécessaire à l'exploitation de l'usine métallurgique, où la production devrait démarrer fin 2004. D'autre part, Inco a annoncé être sur le point de conclure un accord avec le gouvernement de la province de Terre Neuve concernant le développement du gisement de Voisey Bay.

(Les Echos : 09/04/2002 ; Mining Journal : 19/04/2002)

- **Pechiney**

Le groupe a levé 517 M€ (en incluant la clause de sur-allocation de 15 %) grâce à une émission d'Océanes (obligations convertibles et/ou échangeables en actions). Ces fonds devraient servir à restructurer la dette et à financer la croissance interne et externe ; ils ne devraient pas être directement utilisés pour le développement du projet de fonderie AP50. Cette fonderie qui verra le jour, vraisemblablement en Afrique du Sud, coûtera environ 1,6 M\$. Selon Pechiney, une moitié sera financée par l'emprunt et l'autre par les fonds propres, dont 35-45 proviendront du groupe français et le reste de partenaires financiers. De façon générale, depuis l'échec de la fusion à trois avec Alcan et Alusuisse, Pechiney mise surtout sur la croissance hors de l'Europe (Inde, Australie, Venezuela, Etats Unis...). Toutefois Pechiney confirme aussi son intérêt pour certaines affaires en Europe tel que la reprise du secteur aluminium de Corus ou de certaines activités de VAW qui seront à vendre après son rachat par Norsk Hydro.

(La Tribune : 22/03/2002 et 04/04/2002 ; Metal Bulletin : 08/04/2002)

- Rio Tinto

Les chiffres du premier trimestre, annoncés par le géant anglo-australien sont assez décevants pour les analystes, dont certains prévoient déjà une baisse du profit annuel de 5 %. Les ventes de minerai de fer australien au cours du trimestre ont été de 14 % inférieures à la même période de l'an passé, la production de cuivre inférieure de 16 % et celle de charbon aux Etats Unis en baisse de 2 %.

(Financial Times : 24/04/2002)

- ThyssenKrupp

Les géants japonais de la sidérurgie NKK et Kawasaki Steel ont annoncé une alliance avec leur concurrent allemand ThyssenKrupp AG afin de fournir en commun de l'acier à l'industrie automobile mondiale.

(Le Figaro : 09/04/2002)

- Xstrata

Xstrata AG (38,5 % Glencore) était une société moyenne enregistrée en Suisse et spécialisée dans les ferroalliages chrome-vanadium et le zinc. Avec l'acquisition des actifs charbon, australiens et sud-africains de Glencore, Xstrata quadruple sa taille et se trouve propulsée au quatrième rang (loin derrière Anglo American, BHP Billiton et Rio Tinto) des sociétés minières mondiales diversifiées (60 % du chiffre d'affaires charbon, 20 % zinc, 15 % chrome, 3 % vanadium, 2 % magnésium). Glencore détiendra environ 40 % de ce nouvel ensemble Xstrata plc, enregistré à Londres au LSE.

(Les Echos : 21/03/2002)

CARNET

- Anglo American

Anglo American fait entrer une personnalité politique à son Conseil d'Administration. Il s'agit en effet du professeur Karel Van Miert, qui a dans le passé présidé le parti socialiste belge et été membre du Parlement Européen ainsi que de la Commission Européenne. Karel Van Miert est par ailleurs actuellement président de la Nyrenode University Netherland Buseness School, mais a aussi des responsabilités au sein de plusieurs groupes privés (RWE, Phillips NV, Wolters-Kluwer, Goldman Sachs, *Eli Lilly et Radobank*).

(Africa Mining Intelligence : 03/04/2002)

- BRGM

Loïc Beroud été nommé Directeur du Service Public du BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières), succédant à Pascal Bertaud. Ingénieur du génie rural des eaux et forêts et ingénieur agronome, il a été d'abord expert à l'Onu avant de rejoindre le Cemagref en 1991, puis le Ministère de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire

(Les Echos : 21/03/2002)

- CND (Conseil National des Déchets)

La Présidence du CND a été confiée à Jean-Paul Mariot qui dirige le groupe d'études de l'assemblée nationale sur les déchets. Jean-Paul Mariot est également député de la Haute Saône.

(Environnement & Technique : mars 2002)

- Durban Roodepoort Deep Ltd (DRD)

Confirmation de la fonction de Chief Executive pour Mark Wellesley-Woods, un instant contestée par le Home Affairs Department sud-africain. Par ailleurs l'« affaire Roger Kemble » (cf. Ecomine de mars) se termine, avec la démission de Roger Kemble, Deputy-Chaiman, qui a été acceptée, et l'engagement de poursuites disciplinaires contre Vic Hoops, Human Resources Manager, qui a été suspendu pour avoir répandu des fausses accusations contre la direction de la société.

(Africa Mining Intelligence : 03/04/2002)

- Latin American Copper plc.

David Whitehead va rejoindre Latin American Copper plc en tant que non-executive Chairman après son départ à la retraite de chez Billiton où il occupe les fonctions de Vice-Président de des opérations d'intégration, d'exploration et d'innovation.

(Mining Journal : 12/04/2002)

- Manhattan Minerals Corp.

Le groupe basé à Toronto vient de nommer deux cadres de Southern Peru Copper Corp., Charles Smith et Americo Villafuerte, à des postes de responsabilité sur son projet cuivre-or de Tambo Grande au Pérou.

(Mining Journal : 12/04/2002)

- Norilsk

Igor Komarov, Deputy General Director, va intégrer le Conseil d'Administration comme Deputy Chairman en charge de la politique financière du groupe russe.

(Metal Bulletin : 18/04/2002)

- Phelps Dodge Corp.

John Fenn vient de rejoindre le producteur américain où il occupera la fonction de Vice-Président des opérations minières du Nouveau Mexique. Il remplace Steve Holmes (Phelps Dodge Chino Mines Co) et Robert Pennington (Phelps Dodge Tyrone Inc.). Ancien de Phelps Dodge, il avait quitté le groupe en 2001 pour devenir Vice- Président des opérations minières pour Grupo Mexico SA (Asarco Inc) CV'S, grand rival de Phelps Doge

(Mining Journal : 12/04/2002)

- World Gold Council

Chris Thomson a été nommé Chairman du World Gold Council. Il va rejoindre ce nouveau poste après son départ à la retraite de chez Gold Fields of South Africa où il occupait le rang de Chief Executive. Rappelons que le World Gold Council a été crée à la fin des années 90 avec pour objectif de développer les marchés de l'or dans le domaine de la joaillerie, ainsi que les procédés industriels et les investissements

(Financial Times : 19/04/2002)

ECO-NOTE

Crise du téléphone portable, ses répercussions sur la filière tantale
Par C. Hocquard et R. Pelon, BRGM REM/EI2D

L'Australien Sons of Gwalia (SoG), premier producteur mondial de tantale, contribue pour environ 25% de l'offre globale et 50% de la production minière mondiale avec ses deux mines Greenbushes et Woogina.

Après un solide bénéfice en 2001 d'environ 30 M\$, SoG doit maintenant affronter un très vif retournement de tendance (effondrement des cours du tantale de 200 \$/lb en 2000 à 25 \$/lb aujourd'hui) au plus mauvais moment (doublement de sa capacité de production et passage de sa principale mine en exploitation souterraine).

D'autre part SoG est rattrapé par la crise de la partie intermédiaire qui se révèle le maillon faible de la « supply chain » : Cabot, leader de la fabrication de poudre de tantale et important acheteur de concentrés de SoG a en effet assigné en justice deux de ses principaux clients fabricants de condensateurs, Kemet et Vishay, pour rupture de contrat (fig. 1). Par effet de ricochet, et juste au moment où SoG annonce une augmentation de 30% de sa production au 1^{er} trimestre 2002 par rapport à la même période 2001, la valeur de son action a dégringolé de 34 % (fig. 2).

La chute de l'action Sog traduit une perte de confiance des actionnaires liée aux nuages qui s'amoncellent sur l'ensemble de la filière tantale : problèmes de l'aval de la « supply chain » qui pourrait rattraper SoG, augmentation mal venue de la capacité de production, prix du tantale qui poursuit sa spirale baissière, coûts de production qui augmente à la mine de Greenbushes avec le passage en mine souterraine, vulnérabilité de SoG qui devient opéable¹, nouveaux entrants dans la mine dont une dizaine de projets pour la plupart en préféabilité, reprise différée de la demande de condensateurs au tantale pour la téléphonie 3G (UMTS) dont la production massive n'est pas envisagée au plus tôt en 2003-2004, menaces de substitutions par des condensateurs au niobium² beaucoup moins cher (6 à 8 \$/lb Nb₂O₅).

SoG a certes les moyens d'affronter un coup de tabac sévère, mais il ne faudrait pas que la tempête actuelle dure trop longtemps car les risques sur l'ensemble de la filière tantale ne sont pas négligeables lors de la prochaine reprise de la demande.

¹ SoG est l'un des derniers producteurs d'or indépendant australien de taille moyenne. Le risque serait une OPA qui serait effectuée par un major qui ne conserverait que l'or, laissant le tantale dans une société monoproductrice.

² Le dernier CARTS (Capacitor and Resistor Technology Symposium) de décembre 2001 a montré combien la recherche d'alternatives de substitution au tantale était d'actualité, même si les avis sont très partagés. On sait que les condensateurs niobium, qui existent depuis longtemps, n'égalent pas en qualité ceux en tantale (hautes fréquences, résistance aux écarts thermiques). Néanmoins, les cours élevés du tantale ont encouragé les efforts de substitution qui rappellent ceux, récents, entrepris pour substituer le palladium par le platine pour la catalyse automobile.

La crise aval de la « supply chain »

Cabot, principal acheteur des concentrés de SoG et fabricant de poudre qui alimente les fabricants de condensateurs Kemet Corp et Vishay Intertechnology, est entré en procès avec ces derniers. Kemet, qui a licencié 2000 employés fin 2001 et a déclaré une perte de 27M\$ pour le seul 4^e trimestre 2001 dénonce en effet le contrat d'achat avec Cabot. Ce contrat à long terme sur 5 ans a été établi en 2000, en plein boom de l'électronique et du téléphone portable, lorsque le prix du tantale était encore de 250-350 \$/lb Ta₂O₅, alors qu'il n'est plus aujourd'hui que de 20-25 \$/lb Ta₂O₅, c'est à dire proche de son plus bas historique ! La situation serait identique avec Vishay.

En 2000, les fabricants de condensateurs, pris de panique par la raréfaction de l'offre et la flambée des cours, avaient procédé à des achats compulsifs et constitué des stocks qui tardent à se résorber du fait que la reprise espérée de la demande début 2002 n'a pas encore eu lieu (la demande en condensateur est estimée à 23 millions en 2002 par Roskill). Les retards dans la diffusion massive de la téléphonie UMTS de 3^{ème} génération pourraient encore retarder la reprise massive de consommation de tantale.

Par effet de ricochet, SoG se retrouve maintenant affecté par cette rupture de l'aval de la « supply chain » et la valeur de son action a dégringolé de 34 % (fig. 2). De plus cette chute intervient juste au moment où SoG annonce une augmentation de 30% de sa production au 1^{er} trimestre 2002 par rapport à la même période 2001.

Force et fragilité de SoG

Le groupe s'est diversifié et peut donc compter sur ses autres divisions pour supporter la mauvaise conjoncture sur le tantale; c'est également un producteur d'or de taille moyenne (13 t/an) et un producteur de minéraux lourds. De plus, SoG a profité de l'augmentation exponentielle de la demande et du prix très élevé du tantale pour augmenter sa capacité de production. SoG, est a priori bien protégé des fluctuations de cours jusqu'en 2005, grâce à des contrats à long terme de type « take or pay » qui couvre 85 % de sa capacité de sa production actuelle. Mais il ne faudrait pas que les problèmes de l'aval du tantale entre fabricants de condensateurs et de poudre de tantale rejaillissent sur l'amont. Si ces contrats ne sont pas remis en cause, la société est couverte jusqu'en 2005, et on peut espérer qu'à cette date la reprise aura eu lieu, rehaussant les cours et permettant à SoG de conserver sa rentabilité et sa suprématie.

Le doublement de la production de SoG et le passage de la production de Greenbushes en souterrain arrivent juste au moment où les cours du tantale s'effondrent. A 30 \$/lb Ta₂O₅, la valeur tantale contenu de la tonne de minerai de Greenbushes n'est plus que de 20 \$/t ! Les sous-produits (Sn : 650 t/an, Li : 55 000 t/an, kaolin : 2500 t/an) sont certes un appoint mais ne devraient pas contribuer à plus de 25 % de la recette tantale. Le prix minimum du tantale correspondant au petit équilibre de la mine souterraine de Greenbushes est-il atteint ?

Par ailleurs, SoG se trouve aujourd'hui soumis aux effets d'annonce de développement des nombreux et gros gisements récemment découverts lors du rush des juniors induits par les cours élevés du Ta (fig. 3).

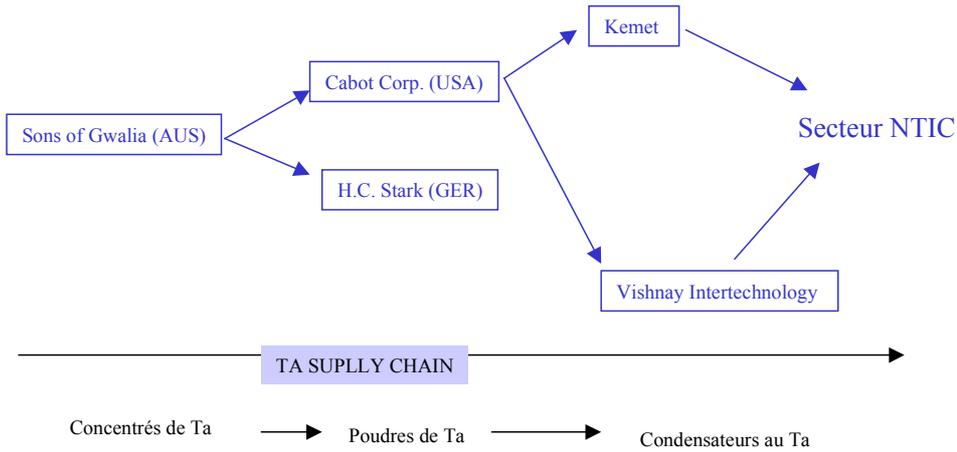


Figure 1 : schéma de la "supply chain" du Ta



Figure 2 : cours de l'action de SoG sur ASX au 23/04/2002

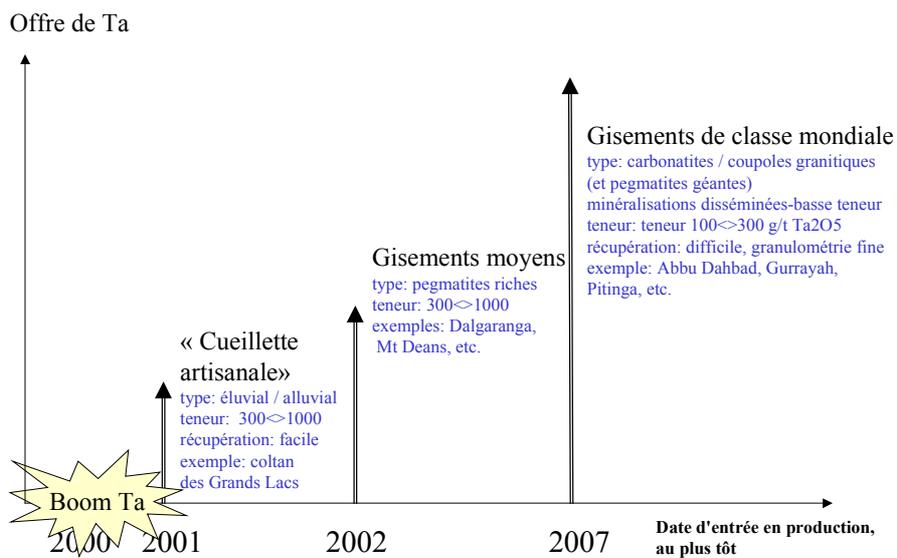


Figure 3 : Schéma de l'offre de Ta, conséquence du « boom » de 2000

Xstrata PLC : naissance, à Londres, d'une nouvelle major diversifiée
Par C. Hocquard, BRGM REM/EI2D

Xstrata AG (38,5% Glencore) était une société moyenne enregistrée en suisse et spécialisée dans les ferro-alliages chrome-vanadium et le zinc, après avoir acquis Asturiana de Zinc début 2001.

Avec l'acquisition des actifs charbon de son actionnaire Glencore³, Xstrata quadruple sa taille et se trouve propulsée **au 4^o rang mondial des majors diversifiées** (60% charbon, 20% Zn, 15% chrome, 3% vanadium, 2% magnésium), avec une capitalisation boursière proche de 3 milliards de \$. Glencore détiendra environ 40% de ce nouvel Xstrata plc⁴ enregistré à Londres (LSE, XTAN).

Remarques :

- Avec l'enregistrement de Xstrata plc au LSE, **Londres concentre les principales majors diversifiées et conforte ainsi sa position de première place financière mondiale pour l'industrie minière.**

On peut ainsi opposer les "single commodity" ou « pure player », essentiellement nord-américaines (Phelps Dodge-Cu, Inco-Ni, Teck-Cominco-Zn, Cameco-U, etc.), aux "diversifiées" ou "multi-commodity", enregistrées à Londres (4 majors : Rio Tinto, Anglo American, BHP-Billiton, Xstrata plc.). Toutefois, la capitalisation de Xstrata n'est encore qu'1/10^e environ de celles du groupe de tête.

Hormis des exceptions de taille (les majors des secteurs de l'aluminium : Alcoa, Alcan et de l'or : Newmont, Barrick, Placer), les "single commodity" sont, dans leur majorité, plus cycliques que les diversifiées. De plus, leurs capitalisations plus faibles les rendent moins visibles sur les « écrans radar » des fonds d'investissements, même si elles sont souvent leader sur leur substance ("a big fish in a small pond"). Leur P/E (price/earning ratio) n'atteint pas celui des diversifiées qui varie de 10 à 20 selon que l'on est en bas ou en haut de cycle économique.

Ces majors attirent à leur tour de plus en plus de juniors sur la place de Londres (AIM), donnant un nouvel *impetus* à l'exploration minière européenne face à la domination canadienne et australienne.

- **Quelle sera la stratégie de Xstrata après ouverture de son capital ?**

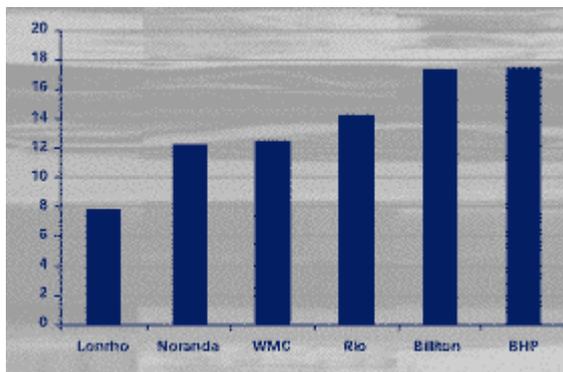
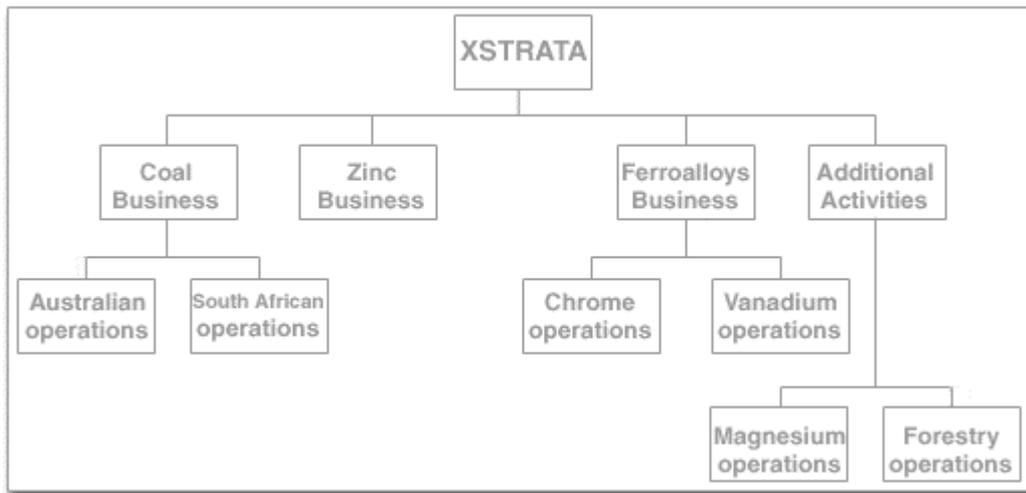
Les analystes tablent sur une politique de croissance rapide par acquisition de sociétés moyennes. Son responsable envisage de renforcer sa **filière zinc**. On peut être surpris d'une telle annonce au moment où le secteur zinc n'est pas brillant. Mais on notera que Glencore, qui détient aussi 33% de Metaleurop (Pb-Zn), envisage de se renforcer dans ce groupe français.

Par ailleurs, plusieurs fonds de placement ont déjà investi dans Xstrata (dont Fidelity, 6.82% et Tuxedo, 3.1%), tandis que le management issu de Glencore a rapidement mis en vente ses stock-options, réalisant avec cette opération de copieux bénéfices.

³ Cette acquisition « ne concerne que » les actifs charbon australien et sud-africain de Glencore (via sa filiale à 100% Enx : 28 mines, 43 Mt produits en 2001, 600 Mt de réserves prouvées-probables et 6600 Mt de ressources), car le charbon colombien (Cerrejón : 1/3 Glencore) n'est pas inclus dans la transaction.

⁴ Trois étapes : création de Xstrata plc à Londres, emprunt de 2 milliards de US\$, acquisition de Xstrata AG.

Evolution de la valeur de l'action Xstrata qui reste aussi enregistrée en Suisse (XTA) et structure de l'entreprise



P/E de quelques grandes sociétés minières en 2000